



Assemblée des États Parties

Distr. : générale
17 juin 2011

FRANÇAIS
Original : anglais

Dixième session

New York, 12-21 décembre 2011

Rapport du Comité du budget et des finances sur les travaux de sa seizième session

Table des matières

| | <i>Paragraphes</i> | <i>Page</i> |
|---|--------------------|-------------|
| I. Introduction..... | 1 – 11 | 4 |
| A. Ouverture de la session, élection des membres du Comité et adoption de l'ordre du jour | 1 – 10 | 4 |
| B. Participation d'observateurs | 11 | 5 |
| II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa seizième session..... | 12 – 108 | 5 |
| A. Questions financières..... | 12 – 18 | 5 |
| 1. État des contributions | 12 – 14 | 5 |
| 2. Liquidités..... | 15 – 16 | 6 |
| 3. Placement des liquidités. | 17 – 18 | 6 |
| B. Questions d'audit..... | 19 | 6 |
| C. Questions de budget..... | 20 – 46 | 6 |
| 1. Remarques générales | 20 | 6 |
| 2. Renvois par le Conseil de sécurité des Nations Unies.... | 21 – 23 | 7 |
| 3. Fonds en cas d'imprévus | 24 – 34 | 7 |
| 4. Exécution des programmes du budget pour 2010..... | 35 – 41 | 9 |
| 5. Exécution des programmes du budget pour 2011 (premier trimestre)..... | 42 | 9 |
| 6. Hypothèses budgétaires pour 2012 et au-delà | 43 – 46 | 9 |
| D. Questions d'administration | 47 – 53 | 10 |
| 1. Mesures d'efficacité | 47 | 10 |
| 2. Comptabilité analytique | 48 | 10 |
| 3. Normes comptables internationales pour le secteur public..... | 49 – 50 | 10 |
| 4. Passation des marchés | 51 – 53 | 11 |
| E. Gouvernance..... | 54 – 56 | 11 |
| F. Ressources humaines | 57 – 74 | 12 |
| 1. Gestion | 58 – 59 | 12 |
| 2. Recrutement..... | 60 | 12 |
| 3. Personnel temporaire | 61 – 62 | 12 |
| 4. Utilisation de consultants | 63 | 13 |
| 5. Administrateurs auxiliaires..... | 64 – 65 | 13 |
| 6. Conditions d'emploi | 66 – 68 | 13 |
| 7. Gestion des performances..... | 69 | 14 |
| 8. Reclassements | 70 – 72 | 14 |
| 9. Bureaux extérieurs..... | 73 – 74 | 15 |
| G. Aide judiciaire | 75 – 77 | 15 |
| H. Locaux de la Cour | 78 – 103 | 15 |

| | | | |
|--------------|---|-----------|----|
| 1. | Locaux permanents..... | 78 – 91 | 15 |
| 2. | Locaux provisoires | 92 – 103 | 17 |
| I. | Questions diverses | 104 - 108 | 18 |
| 1. | Pension des juges..... | 104 - 106 | 18 |
| 2. | Documents du Comité du budget et des finances | 107 | 18 |
| 3. | Dates de la dix-septième session du Comité..... | 108 | 19 |
| Annexe I : | État des contributions au 11 avril 2011..... | | 20 |
| Annexe II : | Tableaux des ressources humaines | | 24 |
| Annexe III : | Liste des documents..... | | 40 |

I. Introduction

A. Ouverture de la session et adoption de l'ordre du jour

1. La seizième session du Comité du budget et des finances (ci-après dénommé le « Comité »), qui a comporté dix séances, s'est tenue au siège de la Cour, à La Haye, du 11 au 15 avril 2011. Le Président de la Cour, M. Sang-Hyun Song, a prononcé une allocution de bienvenue à l'ouverture de la séance.
2. Pour la seizième session, le Comité a été convoqué conformément à la décision prise par l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommée « l'Assemblée ») à la cinquième séance plénière de sa neuvième session, le 10 décembre 2010.
3. Le Comité a présenté ses condoléances au gouvernement et au peuple japonais pour les victimes et les ravages que la tragédie du 11 mars 2011 a provoqués.
4. Le Comité a également présenté ses condoléances au personnel de la Cour et à la famille de M. Alain Kongolo Lubamba, membre du personnel du Bureau du Procureur, qui a trouvé la mort le 4 avril 2011 dans l'accident d'avion qui a eu lieu à l'aéroport de Kinshasa.

Élection des membres du Comité

5. Pour la seizième session, le Comité a, par consensus, réélu M. Santiago Wins (Uruguay) Président et élu M. Juhani Lemmik (Estonie) Vice-président, conformément à l'article 10 de son Règlement intérieur et suite à l'application d'une vice-présidence tournante d'un an. Le Comité a exprimé ses remerciements à la Vice-présidente sortante, Mme Rossette Nyirinkindi Katungye (Ouganda). Conformément à l'article 13 de son Règlement intérieur, le Comité a désigné M. Masud Husain (Canada) Rapporteur de la session.
6. Le Comité a pris note de la démission du Comité de M. Shinichi Iida (Japon) suite à sa nomination au poste de Directeur des relations avec l'Océanie au sein du Ministère des affaires étrangères du Japon. Le Comité a adressé ses remerciements à M. Iida pour son inestimable participation et s'est félicité de la participation du nouveau membre du Comité, M. Masatoshi Sugiura (Japon).¹
7. Le service des réunions du Comité a été assuré par le Secrétariat de l'Assemblée des États Parties (ci-après dénommé le « Secrétariat ») et son Directeur, M. Renan Villacis, a exercé les fonctions de secrétaire du Comité.
8. À sa première séance, le Comité a adopté l'ordre du jour suivant (CBF/16/1) :
 1. Ouverture de la session
 2. Adoption de l'ordre du jour
 3. Élections des membres du Comité
 4. Participation d'observateurs
 5. Organisation des travaux
 6. Questions financières
 7. Questions d'audit
 8. Questions budgétaires
 9. Questions administratives
 10. Gouvernance
 11. Ressources humaines
 12. Aide judiciaire
 13. Locaux de la Cour
 14. Questions diverses

¹ M. Sugiura a été élu par le Bureau de l'Assemblée le 5 avril 2011 pour mener à son terme le mandat de M. Iida.

9. Ont participé à la seizième session les membres du Comité dont les noms suivent :
 1. David Banyanka (Burundi)
 2. Carolina María Fernández Opazo (Mexique)
 3. Gilles Finkelstein (France)
 4. Fawzi A. Gharaibeh (Jordanie)
 5. Masud Husain (Canada)
 6. Juhani Lemmik (Estonie)
 7. Rossette Nyirinkindi Katungye (Ouganda)
 8. Gerd Saupe (Allemagne)
 9. Ugo Sessi (Italie)
 10. Elena Sopková (Slovaquie)
 11. Masatoshi Sugiura (Japon)
 12. Santiago Wins (Uruguay)
10. La Présidence, le Bureau du Procureur et le Greffe ont été invités à participer aux réunions du Comité pour présenter les rapports des organes correspondant de la Cour.

B. Participation d'observateurs

11. Le Comité a invité le Conseil du personnel de la Cour à intervenir devant lui. En outre, des membres du Comité ont eu des rencontres informelles avec certains membres de la Coalition pour la Cour pénale internationale.

II. Examen des questions figurant à l'ordre du jour du Comité à sa seizième session

A. Questions financières

1. État des contributions

12. Le Comité a examiné l'état des contributions au 11 avril 2011 (annexe I) et a pris note que le montant des arriérés de contributions dus au titre d'exercices précédents avait augmenté pour se chiffrer à 1.208.000 d'euros contre 615.000 euros en mars 2010. En outre, le Comité s'est dit préoccupé par le fait que, comme l'année dernière, 48 pour cent seulement des contributions dues pour 2011 avaient été acquittées au 11 avril 2011. Le Comité a également noté que seulement 42 États Parties avaient versé intégralement leurs contributions. Le Comité a encouragé tous les États Parties à faire tout ce qui était en leur pouvoir pour veiller à ce que la Cour dispose de ressources suffisantes pendant toute l'année, conformément à l'article 5.6 du Règlement financier et des règles de gestion financière.

13. Selon le paragraphe 8 de l'article 112 du Statut de Rome, « [u]n État Partie en retard dans le paiement de sa contribution aux dépenses de la Cour ne peut participer au vote ni à l'Assemblée ni au Bureau si le montant de ses arriérés est égal ou supérieur à la contribution dont il est redevable pour les deux années complètes écoulées. » Le Comité a noté que, au 11 avril 2011, 12 États Parties étaient en retard de paiement et n'auraient donc pas le droit de voter, conformément au paragraphe 8 de l'article 112 du Statut. Le Comité a également noté que le Secrétariat avait communiqué avec les États en situation d'arriérés à deux reprises, en décembre 2010 et en février 2011 pour les informer du montant minimum dû pour éviter que leur soit appliqué le paragraphe 8 de l'article 112 du Statut et de la procédure d'exemption de la perte des droits de vote. **Le Comité a demandé au Secrétariat de notifier à nouveau les États Parties en retard de paiement. En outre, le Comité a recommandé à tous les États en situation d'arriérés de se mettre en règle avec la Cour dans les plus brefs délais.**

14. L'élection de six juges, six membres du Comité et du Président de l'Assemblée, se tiendra à la dixième session de l'Assemblée. **Le Comité a rappelé aux États en situation d'arriérés que les demandes de dérogation conformément au paragraphe 8 de l'article 112 du Statut de Rome devaient être soumises par les États Parties au Secrétariat de l'Assemblée au moins un mois avant la session du Comité (22-31 août 2011), afin que le Comité puisse examiner ces demandes et soumettre son avis à l'Assemblée.² Un sous-groupe du Comité sera créé à cet effet.**

2. Liquidités

15. Le Comité a été informé qu'au 31 mars 2011, les liquidités de la Cour se montaient à environ 67,7 millions d'euros, y compris des liquidités destinées au Fonds de roulement de 7,4 millions d'euros, au Fonds pour imprévus de 9,2 millions d'euros et au Fonds pour les locaux permanents de 16,2 millions d'euros.

16. Le Comité a relevé que le taux d'exécution au 31 mars 2011 s'élevait à 31,8 pour cent.

3. Placement des liquidités

17. Le Comité a pris note de l'exposé sur le placement des liquidités de la Cour. Le Comité a été informé qu'au premier trimestre 2011, les placements restent sur des comptes à terme et sur des comptes bancaires rémunérés. En outre, il a été procédé à la diversification bancaire demandée en répartissant les fonds de la Cour dans plusieurs établissements bancaires et dans plusieurs pays sur des comptes domiciliés aux Pays-Bas, en France, en Allemagne et au Royaume-Uni. La devise utilisée étant l'euro, le Comité a été informé que le Comité des placements avait estimé qu'il n'y avait pas d'intérêt particulier à avoir une action en dehors des frontières de l'Europe, le risque de contrepartie demeurant en Europe dans tous les cas.

18. Le Comité a recommandé que la Cour continue à surveiller les marchés financiers afin de garantir une protection optimale des fonds investis et un meilleur rendement et qu'elle fasse chaque année rapport au Comité à sa session d'avril.

B. Questions d'audit

19. Le Comité a été informé par le Directeur du Bureau de l'audit interne que le Comité de l'audit avait tenu ses dernières réunions du 28 février au 1^{er} mars 2011. **Le Comité a pris note de la démarche entreprise par des experts extérieurs chargés d'évaluer l'efficacité des mécanismes de contrôle. Le Comité a de nouveau souligné l'importance de limiter la duplication entre les différents organes de contrôle, a rappelé la recommandation faite à sa quinzième session³, et a recommandé que la Présidence procède à la révision du mandat du Comité d'audit en tenant compte, à la fois des préoccupations exprimées par le Comité, et du résultat de l'évaluation de l'efficacité des mécanismes de contrôle.**

C. Questions de budget

1. Remarques générales

20. Le Comité a relevé que dans plusieurs dossiers (fonctionnaires recrutés sur le plan international affectés dans les bureaux extérieurs et projet de régime d'assurance-maladie), la Cour avait mis en œuvre et proposait de mettre en œuvre des mesures qui allaient avoir des retombées financières. **Le Comité a rappelé la décision de l'Assemblée prévoyant que toute proposition de la Cour qui a des incidences financières sur le budget-programme, que ce soit à court, moyen ou long terme, devait être soumise au Comité pour examen et approuvée explicitement par l'Assemblée, avant sa mise en œuvre par la Cour.⁴**

² Documents officiels de l'Assemblée des États Parties au Statut de Rome de la Cour pénale internationale, Quatrième session, La Haye, 28 novembre - 3 décembre 2005 (ICC-ASP/4/32), partie III, ICC-ASP/4/Res.4, paragraphe 43.

³ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphe 20.

⁴ Ibid., paragraphe 34.

2. Renvois par le Conseil de sécurité des Nations Unies

21. Le Comité a noté que l'un des facteurs d'augmentation des coûts qui aura un impact notable sur le budget de la Cour est le coût relatif aux renvois de situations par le Conseil de sécurité des Nations Unies. En ce qui concerne le renvoi de la situation en Libye, l'estimation réalisée par la Cour au 11 avril 2011 de l'incidence sur le budget-programme du Grand programme II uniquement s'élevait à 2 millions d'euros environ pour l'exercice en cours. Ce montant devrait augmenter une fois que les coûts relatifs aux autres Grands programmes auront été évalués. Bien que la Cour soit vraisemblablement contrainte de faire appel au Fonds en cas d'imprévus en 2011, les dépenses liées à la situation en Libye devraient être intégrées au budget ordinaire de la Cour dans les années suivantes.

22. Conformément aux dispositions régissant le renvoi d'une situation, les frais seront à la charge de la Cour, grâce aux contributions de l'Assemblée des États Parties. Les normes appliquées pour les frais de tels renvois sont fondées sur l'Accord négocié régissant les relations entre la Cour pénale internationale et l'Organisation des Nations Unies⁵ et la résolution 62/12 de l'Assemblée générale des Nations Unies.

23. Le Comité a relevé que le rôle central joué par la Cour en matière de justice pénale internationale a profité à l'ensemble de la communauté internationale et a suggéré que l'Assemblée pourrait envisager d'examiner avec l'Assemblée générale des Nations Unies différentes options pour financer la lourde charge financière afférente aux renvois futurs.

3. Fonds en cas d'imprévus

24. Compte tenu de l'augmentation de l'activité de la Cour et des demandes du Greffier pour avoir accès au Fonds en cas d'imprévus, le Comité a passé en revue un certain nombre de questions relatives à ces demandes et à l'information qui suivait sur l'utilisation des ressources du Fonds.

25. La Cour a présenté trois demandes en 2010 pour un montant total de 8,24 millions d'euros⁶ afin de financer les dépenses consécutives à la tenue parallèle de procès et à la situation au Kenya. **Le Comité a été informé que l'ensemble des dépenses s'élevait à 5,14 millions d'euros (62,4 pour cent).** À la demande du Comité, la Cour a soumis un document informel fournissant des informations plus précises sur l'utilisation du Fonds en cas d'imprévus en 2010.

26. Pendant le premier trimestre 2011, le Greffe a présenté deux demandes⁷ d'accès au Fonds en cas d'imprévus pour un montant total de 0,63 million d'euros destiné à financer respectivement le transfert des témoins de la République démocratique du Congo à La Haye et les frais de l'aide judiciaire accordée à M. Callixte Mbarushimana. La Cour a informé le Comité qu'elle allait également soumettre une autre demande pour pouvoir financer les dépenses inévitables qu'entraîne la situation en Libye pour un montant qui sera probablement supérieur à 3,7 millions d'euros (dont 2 millions d'euros pour le Grand programme II tel que mentionné dans le paragraphe 21 ci-dessus).

⁵ *Documents officiels... Troisième session ... 2004* (ICC-ASP/3/25), partie III, ICC-ASP/3/Res.1, annexe.

⁶ En 2010, la Cour a soumis au Comité des demandes de budget supplémentaire dans les cas suivants :

(a) Par une lettre du 18 décembre 2009, le Greffier a présenté une demande de budget supplémentaire pour un montant de 3.316.100 euros pour couvrir les frais afférents à des procès simultanés au cours du premier semestre de 2010

(b) Par une lettre du 15 avril 2010, le Greffier a présenté une brève demande de budget supplémentaire pour un montant de 1.957.100 euros pour faire face à certaines dépenses obligatoires dans le cadre de la nouvelle situation au Kenya.

(c) Par une lettre du 10 mai 2010, le Greffier a présenté une demande de budget supplémentaire pour un montant de 2.968.100 euros pour couvrir les frais afférents à des procès simultanés au cours du second semestre de 2010.

⁷ Durant le premier trimestre 2011, la Cour a soumis au Comité des demandes de budget supplémentaire dans les cas suivants :

(a) Par une lettre du 28 février 2011, le Greffier a présenté une demande de budget supplémentaire pour un montant de 229.295 euros pour couvrir les frais afférents au transfert de témoins de la République démocratique du Congo à La Haye.

(b) Par une lettre du 1^{er} mars 2011, le Greffier a présenté une brève demande de budget supplémentaire pour un montant de 400.263 euros pour couvrir les frais afférents à l'aide judiciaire de M. Callixte Mbarushimana.

27. Dans un premier temps, le Comité a pris note du montant total dépensé en 2010 et du montant prévu en 2011. Le Comité a estimé que, si cette tendance se confirmait, la question de la reconstitution du capital du Fonds allait probablement devoir se poser dans un futur proche.

28. En ce qui concerne les demandes, le Comité a relevé que l'approche du Greffe était, dans un premier temps, de quantifier le montant notionnel total de toutes les ressources nécessaires pour la situation qui n'était pas prévue et de préciser ce montant dans sa demande. Le Greffe détermine, dans un second temps, les éléments qui peuvent être absorbés par le budget ordinaire au fur et à mesure de l'exercice. Le Bureau du Procureur, pour sa part, a tendance à redistribuer les ressources ordinaires dès le départ et à ne quantifier dans ses demandes que les dépenses qui ne pourront probablement pas être absorbées.

29. Le Comité a été informé que cette différence d'approche était nécessaire dans la mesure où le Bureau du Procureur n'était pas un prestataire de services pour d'autres secteurs de la Cour et que, par conséquent, il pouvait orienter ses ressources sur de nouvelles priorités sans affecter d'autres organes. En revanche, le Greffe ne pouvait pas décider dès le départ quels services convenus il ne fournirait pas ou quels clients il ne servirait pas afin d'adapter l'utilisation des ressources disponibles. Il ne pouvait que tenter d'obtenir des gains d'efficacité et déterminer quels éléments pourraient être absorbés ultérieurement en fonction de l'exécution de son budget ordinaire.

30. Le Comité a pris note de cette explication. Ceci étant dit, le Comité s'est dit préoccupé par le fait que la demande budgétaire préliminaire au début de l'exercice pouvait déboucher sur une surestimation des demandes par manque d'information. En outre, les demandes ne distinguaient pas les dépenses à court terme (biens consommables, services) et les dépenses pouvant avoir des incidences financières ultérieures sur les budgets ordinaires (personnel, mobilier et matériel). Le Comité s'est également dit préoccupé par le fait que les biens non périssables comme le matériel acheté avec les ressources du Fonds en cas d'imprévus devait être intégré au programme budgétaire de l'exercice suivant et au plan d'amortissement du matériel. Les achats de matériel réalisés grâce aux ressources du Fonds en cas d'imprévus devaient, en principe, permettre de réduire les besoins en matériel lors de l'exercice budgétaire suivant.

31. Par conséquent, le Comité a recommandé que la Cour fournisse des informations plus détaillées dans ses demandes. Il a plus particulièrement demandé à la Cour de fournir une description détaillée des raisons pour lesquelles les dépenses à engager n'avaient pas été prévues ou étaient inévitables, de dresser un inventaire plus précis des ressources nécessaires, notamment des retombées prévues sur le budget ordinaire de l'exercice suivant, et d'indiquer le taux d'exécution en cours et estimé du budget de la Cour et des différents organes impliqués dans la demande.

32. Le Comité a également demandé que la Cour lui fournisse chaque année, à sa deuxième session, un état de la mise en œuvre des ressources du Fonds en cas d'imprévus comprenant un état du taux d'exécution du budget ordinaire et des dépenses identifiées dans la demande de fonds, un état prévisionnel mis à jour, toute évolution du contexte et toute mesure prise pour obtenir des gains d'efficacité et des compressions de coûts afin d'aider à absorber ou à réduire les dépenses imprévues ou inévitables.

33. En outre, afin de pouvoir exercer efficacement sa mission de contrôle, **le Comité a recommandé que la Cour fournisse une présentation comptable plus claire des dépenses réellement engagées afférentes au Fonds en cas d'imprévus.** Ceci est particulièrement important compte tenu du fait que les tableaux présentés dans le rapport des performances de 2010 et soumis au Comité ne faisaient pas la distinction entre l'exécution du budget ordinaire et la mise en œuvre des dépenses ayant fait l'objet d'une demande d'accès au Fonds en cas d'imprévus. Bien qu'elle ait été pratiquée auparavant, cette approche a débouché sur une vision confuse qui a rendu difficile l'évaluation des performances de la Cour par rapport à ses hypothèses de départ pour le budget ordinaire et n'a pas permis d'avoir une idée claire de la façon dont les ressources du Fonds en cas d'imprévus avaient été utilisées. **Le Comité a, par conséquent, demandé à la Cour de distinguer les dépenses liées au Fonds en cas d'imprévus de celles du budget ordinaire**

afin de fournir une vue d'ensemble plus précise et de se préparer à la mise en œuvre des normes IPSAS. Le Comité a demandé à la Cour d'appliquer cette recommandation au rapport sur les performances de 2010 et de le présenter de nouveau à l'Assemblée.⁸

34. En outre, le Comité a rappelé à la Cour de soumettre ses demandes d'accès aux ressources du Fonds en cas d'imprévus au Président du Comité, par l'intermédiaire du Secrétariat, simultanément en anglais et en français, le délai de 14 jours prévu dans le Règlement financier et les règles de gestion financière ne démarrant qu'à compter de la date de réception par le Président du Comité des demandes de la Cour dans les deux langues de travail de la Cour.

4. Exécution des programmes du budget pour 2010

35. Le Comité a examiné le rapport sur l'exécution des programmes de la Cour pénale internationale pour l'année 2010.⁹ Il a relevé que, selon des informations préliminaires, le taux global d'exécution avait été de 95,2 pour cent, ou un montant total de 97,35 millions d'euros,¹⁰ sur 102,25 millions d'euros. Le Comité a également noté que le taux global d'exécution pour la Conférence de révision avait été de 107,2 pour cent, soit un total de 1,47 million d'euros,¹¹ sur un budget total approuvé de 1,37 million d'euros.

36. Le Comité a reconnu les efforts déployés par la Cour visant à absorber le coût des dépenses imprévues dans le budget ordinaire.

37. Le Comité a émis un certain nombre de recommandations afin d'aider à améliorer la présentation de l'exécution du budget. Comme indiqué dans le paragraphe 33 ci-dessus, le Comité a recommandé que la Cour présente dans des tableaux distincts l'exécution du budget ordinaire et les dépenses faites avec les ressources du Fonds en cas d'imprévus.

38. En outre, afin de fournir une vue d'ensemble dynamique des activités de la Cour, le Comité a demandé à la Cour de consolider dans des tableaux en annexe les informations relatives au nombre de missions, de documents et de pages traités par le Bureau du Procureur,¹² et au nombre de personnes accusées, de demandes de victimes, à la durée de séjour des témoins pour le Greffe,¹³ et que ces tableaux intègrent les estimations faites dans le cadre du projet de budget et les résultats réellement obtenus, pour l'exercice financier en question ainsi que sur les trois dernières années.

39. Le Comité a noté qu'il y avait une différence importante entre les hypothèses de départ concernant les séjours des témoins au siège de la Cour et la réalité, un nombre plus important de témoins faisant des séjours plus longs à La Haye, par rapport à ce qui avait été prévu dans le budget-programme 2010. Cela a entraîné un surcoût de 200.814 euros. Le Comité a recommandé que la Cour examine les facteurs expliquant cette importante différence entre les hypothèses de départ et l'exécution effective du programme relative à la présence des témoins en 2010 et 2011 et qu'elle fasse rapport au Comité à sa dix-septième session des prévisions budgétaires pour le budget-programme 2012.

40. Le Comité a pris note de l'état des fonds d'affectation spéciale et a rappelé que, conformément à la règle 6.5 du Règlement financier, l'Assemblée des États Parties doit en être informée par l'intermédiaire du Comité.

41. De plus, suite aux observations qu'il avait déjà émises lors des précédentes sessions, le Comité a recommandé que les indicateurs de performance pour le Grand programme I du budget 2012 soient mis à jour afin de fournir un meilleur suivi des activités et des résultats obtenus. Le Comité a recommandé de s'inspirer utilement de l'exemple d'autres organes de la Cour et d'autres tribunaux internationaux en la matière.

⁸ Le rapport sur l'exécution des programmes de 2010 qui a été soumis à l'Assemblée est le document ICC-ASP/10/16.

⁹ CBF/16/9.

¹⁰ Sous réserve de la révision finale par le Commissaire aux comptes.

¹¹ Sous réserve de la révision finale par le Commissaire aux comptes.

¹² Paragraphes 52 à 67 du document CBF/16/9.

¹³ Paragraphes 75 à 100 du document CBF/16/9.

5. Exécution des programmes du budget pour 2011 (premier trimestre)

42. Le Comité a examiné le rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2011.¹⁴ Le Comité a constaté que le taux d'exécution était de 31,8 pour cent et a accepté de continuer à suivre ce dossier lors de sa dix-septième session.

6. Hypothèses budgétaires pour 2012 et au-delà

43. Le Comité a pris note de l'exposé sur les hypothèses budgétaires provisoires pour 2012. La Cour a informé le Comité qu'elle avait identifié des inducteurs de coûts qui pourraient déboucher sur des augmentations budgétaires notables pour 2012.

44. **Le Comité a recommandé que la Cour mène une analyse approfondie pour trouver des gains d'efficacité et d'autres économies et permettre de contrebalancer ces augmentations budgétaires.** Le Comité a rappelé la demande faite par l'Assemblée à la Cour d'établir ses priorités budgétaires.¹⁵

45. Compte tenu du fait que les premières affaires suivies par la Cour devraient atteindre la phase des réparations en 2012, le Comité a examiné les coûts relatifs à cette phase. Le Comité a relevé que la question des réparations était à l'étude au sein des cinq entités suivantes :

- (a) Le Comité ;
- (b) Le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes ;
- (c) Le Groupe de travail du Bureau de l'Assemblée de La Haye ;
- (d) Le Groupe d'étude sur la gouvernance du Groupe de travail de La Haye ; et
- (e) Les Chambres de la Cour.

46. Le Comité a noté que, compte tenu de son mandat, il n'examinerait que les aspects financiers et budgétaires du dossier et a donc conseillé de tenir compte d'un certain nombre de facteurs lors de la procédure en réparation, comme l'existence de tout actif détenu par la personne condamnée, des amendes infligées dans le cadre de la sentence et des fonds disponibles dans le Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes. **Le Comité a recommandé que tous les acteurs impliqués dans ce dossier tiennent compte des incidences financières et de l'analyse coûts/bénéfices des différentes alternatives permettant de gérer la phase des réparations.**

D. Questions d'administration

1. Mesures d'efficacité

47. Le Comité a examiné le cinquième rapport sur les progrès de la Cour en matière de gains d'efficacité¹⁶. **Le Comité a renouvelé sa recommandation à la Cour de soumettre une estimation des gains d'efficacité à sa dix-septième session.**¹⁷

2. Comptabilité analytique

48. Le Comité a pris note de l'exposé sur la comptabilité analytique selon lequel le projet serait mené en deux étapes : la phase I (préparation interne et contraintes techniques) durerait au maximum trois mois et la phase II (mise en œuvre technique) démarrerait au cours du troisième mois de la phase I et durerait trois mois environ. Le coût de la phase I et de la préparation de la phase II s'élève à 60.000 euros environ. **Le Comité a recommandé que la Cour fasse rapport chaque année sur cette question à la session d'avril du Comité.**

¹⁴ CBF/16/13 et Corr.1.

¹⁵ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie I, B, paragraphes 36-37

¹⁶ CBF/16/15.

¹⁷ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphes 35-36.

3. Normes comptables internationales pour le secteur public

49. Le Comité s'est félicité du rapport de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public¹⁸ (IPSAS) et a observé que la Cour avait inclus un projet de calendrier d'application et un projet de budget. **Le Comité a demandé à la Cour qu'elle intègre le budget des normes IPSAS dans son projet de budget pour 2012.**

50. Le Comité a également noté que la mise en œuvre des normes IPSAS aura un impact considérable sur la gestion financière et les procédures d'élaboration du budget de la Cour. **Le Comité a, par conséquent, renouvelé sa demande que la Cour identifie les conséquences possibles pour le système SAP et les amendements potentiels qu'il faudra apporter au Règlement financier et aux règles de gestion financière de la Cour pour sa session d'avril.**¹⁹

4. Passation des marchés

51. Le Comité s'est félicité du rapport de la Cour sur la passation des marchés²⁰ et a constaté que la Cour avait fait des progrès importants pour améliorer l'efficacité et la transparence de ses pratiques en matière de passation des marchés, en coopérant, entre autres, avec d'autres organisations internationales et en publiant des informations pertinentes sur son site Internet. **Le Comité a invité la Cour à continuer à améliorer encore la visibilité de ses activités de passation des marchés en fournissant des informations plus complètes sur les activités de passation des marchés liées au projet de locaux permanents et en centralisant toutes les informations nécessaires à ceux qui souhaitent répondre aux futurs appels d'offres.**

52. En outre, le Comité a invité la Cour à améliorer la présentation des informations fournies dans son rapport, en exposant des données chronologiques sur plusieurs années, avec des graphiques sur les activités de passation des marchés. **Le Comité a rappelé la précédente recommandation émise à sa quatorzième session²¹ et la recommandation 14 du Commissaire aux comptes²² que la Cour mette en œuvre d'urgence la déclaration d'avoirs pour tout le personnel du Service des achats et pour le projet de locaux permanents, et qu'elle formalise le processus de déclaration d'avoirs par écrit.**

53. **Le Comité a invité la Cour à fournir un rapport mis à jour à sa dix-septième session sur les procédures et les pratiques relatives à la passation des marchés sur les locaux permanents.**

E. Gouvernance

54. Le Comité a examiné le rapport de la Cour relatif à la mise en œuvre et au fonctionnement des mécanismes de gouvernance et a pris note de l'exposé présenté par le Président du groupe d'étude sur la gouvernance,²³ l'Ambassadeur Pieter de Savornin Lohman (Pays-Bas), par lequel il a informé le Comité que le groupe d'étude avait commencé ses travaux et allait examiner les questions suivantes :

Groupe 1 : Relation entre la Cour et l'Assemblée

- (a) Prolongation des mandats des juges ;
- (b) Processus d'élection des juges et de leur Président/du Président de la Cour ; et
- (c) Étendue et mandat de l'indépendance judiciaire par rapport à la responsabilité administrative (en liaison avec le Groupe 2).

¹⁸ ICC-ASP/10/3.

¹⁹ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphe 65.

²⁰ CBF/16/2.

²¹ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphe 44.

²² *Ibid.*, partie C, paragraphe 62.

²³ *Documents officiels ... Neuvième session ... 2010* (publication de la Cour pénale internationale, ICC-ASP/9/20), vol. II, partie III, ICC-ASP/9/Res.2.

Groupe 2 : Renforcement du cadre institutionnel au sein de la Cour

- (a) Pouvoirs et compétences du Président de la Cour ; et
- (b) Suivi du rapport sur la gouvernance interne²⁴

Groupe 3 : Amélioration de l'efficience de la procédure pénale

- (a) Accélération de la procédure pénale ; et
- (b) Réparations.

55. Le Comité s'est félicité de la présentation faite et a souligné l'incidence financière possible pour la Cour en ce qui concerne la structure de gouvernance. Le Comité a exprimé son intérêt concernant les résultats des travaux du groupe d'étude et a décidé de fournir au groupe un recueil des recommandations faites par le passé par le Comité sur cette question.

56. Le Comité a également rencontré les experts du Bureau des services de contrôle interne des Nations Unies chargés de mener à bien l'évaluation de l'efficacité des mécanismes de contrôle qui ont présenté les activités réalisées et sollicité l'avis du Comité. Le Comité leur a répondu par écrit et a intégré dans sa réponse le recueil mentionné précédemment. Le Comité a exprimé son soutien à ce processus et attend avec intérêt le rapport des experts.

F. Ressources humaines

57. La Cour a présenté le rapport de la Cour sur la gestion des ressources humaines²⁵. Le Comité a exprimé son inquiétude concernant le manque de transparence des processus de recrutement, le déséquilibre persistant dans la représentation géographique de la Cour et le manque de directives administratives complètes écrites. Le Comité a relevé que la Cour devait mieux informer sur les postes d'administrateurs à pourvoir, notamment dans les pays sous ou non représentés. Ceci a été mis en exergue par les statistiques sur les ressources humaines présentées au Comité (voir annexe II).

1. Gestion

58. Le Comité a invité la Cour à étudier des alternatives aux retombées budgétaires neutres/faibles pour sensibiliser les États sous ou non représentés, comme :

- (a) Maintenir des discussions régulières avec le point focal du Bureau concernant la représentation géographique et la représentation des hommes et des femmes ;
- (b) Organiser des points réguliers avec les ambassades desdits États à La Haye ;
- (c) Organiser des rapports réguliers du Bureau de liaison de New York auprès des Missions des Nations Unies ;
- (d) Envisager l'utilisation de nouvelles techniques de télécommunications afin de mettre en place des actions d'information par vidéoconférence auprès des publics intéressés ;
- (e) Inviter des représentants des capitales à visiter la Cour pour assister à une séance d'information ou organiser des sessions d'information durant certains séminaires régionaux mis en place par la Cour pour d'autres raisons ; et
- (f) Envisager la possibilité de mettre en œuvre une procédure de recrutement accéléré pour les ressortissants des États Parties sous-représentés ou non représentés, ainsi que d'autres mesures utilisées par les Nations Unies.

59. Le Comité a recommandé que la Cour présente dans son rapport sur la gestion des ressources humaines un exposé complet des coûts, des prestations, des problèmes et des perspectives liés à toute activité de recrutement (concours, actions de recrutement, etc.).

²⁴ Rapport de la Cour sur les mesures pour mieux préciser les responsabilités de ses différents organes (ICC-ASP/9/34).

²⁵ ICC-ASP/10/9.

2. Recrutement

60. La Cour a informé le Comité qu'elle avait examiné la question de la création d'une commission de confirmation pour les processus de recrutement, comme l'avait recommandé le Comité à sa quatorzième session.²⁶ La Cour avait décidé de ne pas constituer une telle commission, estimant que cela entraînerait un retard trop important dans le processus de recrutement. **Le Comité estimait que, le recrutement de la Cour ne portant plus sur des postes à des classes aussi élevées qu'auparavant, le processus était plus facile à gérer. Le Comité a noté que la transparence était également un principe très important et que la Cour devait faire des progrès en la matière. Par conséquent, le Comité a recommandé que la Cour expérimente la mise en place d'une commission de confirmation avec un représentant du Conseil du personnel, comme cela se pratique dans d'autres organisations internationales, et qu'elle fasse rapport au Comité à sa session d'avril.**

3. Personnel temporaire

61. Suite à l'observation faite par le Comité qui souhaitait savoir si la Cour se conformait à une politique écrite appliquée de manière uniforme en matière de recrutement de personnel temporaire, la Cour a informé le Comité qu'elle avait recours à une pratique totalement uniforme concernant les principes applicables à l'utilisation du personnel temporaire.

62. Le Comité a rappelé sa demande figurant au paragraphe 69 du rapport sur les travaux de sa quinzième session priant la Cour de faire rapport sur la politique appliquée et sur les directives écrites en ce qui concerne l'utilisation de personnel temporaire au sein de chaque organe et sur les critères retenus pour les besoins de son engagement.

4. Utilisation de consultants

63. Le Comité a remarqué que de nombreux consultants étaient recrutés par la Cour pour mener à bien des tâches variées. **Le Comité a invité la Cour à fournir de plus amples détails sur la durée et les critères de rémunération des consultants dans ses prochains rapports et à définir une politique et des critères concernant le recrutement des consultants.**

5. Administrateurs auxiliaires

64. Le Comité a pris note des informations fournies par la Cour dans sa proposition concernant le programme des administrateurs auxiliaires et a recommandé que la Cour affine sa proposition afin de s'assurer que tous les coûts relatifs au programme des administrateurs auxiliaires soient bien identifiés. Le Comité a rappelé que la Cour emploie 763 fonctionnaires permanents et qu'un total de 1.120 personnes travaillent pour elle.²⁷ **À cet égard, il a recommandé que la Cour identifie les domaines concrets dans lesquels la présence d'administrateurs auxiliaires constituerait une contribution pour la Cour sans entraîner de coûts et de lourdeurs bureaucratiques supplémentaires. Le Comité a également recommandé que la Cour examine le nombre d'administrateurs auxiliaires par an qu'il serait possible d'accueillir dans les locaux de la Cour, le coût des stations de travail supplémentaires ainsi que le coût de gestion du programme. Ces coûts devraient en principe être intégralement pris en charge par les États donateurs.**

65. **Le Comité a recommandé que la Cour procède en priorité à la révision et à l'amélioration des politiques et des procédures concernant le personnel, afin de les rendre plus simples, transparentes et pertinentes. Ces règles et procédures doivent être rassemblées dans un Manuel de gestion des ressources humaines qui servira de document de référence pour tous les programmes relatifs au personnel temporaire, aux consultants et autres. Le Comité prie la Cour de lui faire rapport à sa dix-huitième session.**

²⁶ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphe 55.

²⁷ Annexe II, tableau 6 sur les Ressources humaines.

6. Conditions d'emploi

66. La Cour a informé le Comité qu'en 2010, elle avait mis en œuvre de meilleures conditions d'emploi pour les agents recrutés sur le plan international et affectés dans les bureaux extérieurs, conformément aux conditions appliquées par les fonds et programmes des Nations Unies. Le Comité avait exprimé sa préoccupation concernant l'approche adoptée par la Cour. Le Comité a rappelé que, comme cela est déjà indiqué au paragraphe 20 ci-dessus, toute proposition ayant des incidences budgétaires devait être approuvée explicitement par l'Assemblée, après examen par le Comité. À cet égard, le fait d'informer le Comité d'une révision des conditions d'emploi pour les agents affectés dans les bureaux extérieurs ne constitue pas l'équivalent d'une autorisation de la part de l'Assemblée. Le Comité s'est également dit préoccupé que la Cour ait décidé d'adopter les conditions appliquées par les fonds et programmes des Nations Unies. Le Comité a souligné qu'il existait d'autres options à la disposition de la Cour et que l'Assemblée générale avait elle-même décidé d'harmoniser les conditions appliquées par les fonds et les programmes du Secrétariat des Nations Unies. Le Comité a recommandé que toute application de meilleures conditions d'emploi dans les bureaux extérieurs tienne compte du fait que les conditions appliquées par les fonds et programmes des Nations Unies feront l'objet d'une adaptation. **Le Comité a demandé à la Cour de dresser un inventaire exhaustif des coûts relatifs aux modifications des conditions d'emploi des agents recrutés sur le plan international et affectés dans les bureaux extérieurs, notamment de fournir une explication sur la décision d'appliquer les conditions pratiquées par les fonds et programmes des Nations Unies et prévoit d'adopter le système des Nations Unies une fois que les conditions des fonds et des programmes auront fait l'objet d'une harmonisation avec le Secrétariat des Nations Unies, et prie la Cour de lui faire rapport à sa dix-huitième session.**

67. En outre, la Cour a informé le Comité qu'elle envisageait de proposer un plan d'assurance spécifique pour les membres du personnel admissibles qui prendront leur retraite à compter de 2011. La Cour estimait qu'elle pouvait absorber les charges des 10-15 prochaines années sans avoir à augmenter son budget-programme.

68. Le Comité a de nouveau souligné que toute proposition ayant des incidences financières directes sur le budget-programme devait être examinée par le Comité et obtenir l'approbation explicite de l'Assemblée, quelle que soit la possibilité qu'a la Cour de financer la proposition sans augmenter le budget. Les fonds de flexibilité et les volants de crédits ne devraient pas être utilisés par la Cour pour couvrir de nouvelles obligations à long terme sans l'approbation explicite préalable de l'Assemblée. Le temps disponible pour débattre correctement de la proposition spécifique au cours de la session étant insuffisant, le Comité n'a pas été en mesure de faire une recommandation à l'Assemblée à ce stade. **Le Comité, notant que d'autres organisations internationales proposaient une subvention à hauteur de 50 pour cent, n'est pas convaincu que la répartition de la prise en charge des primes proposée par la Cour soit pertinente et a, par conséquent, demandé à la Cour de soumettre de nouveau la proposition avec un calcul plus précis sur la base d'une subvention de 50 pour cent à sa dix-septième session.**

7. Gestion des performances

69. La Cour a informé le Comité qu'elle continuait à mettre en place un cycle individuel de planification du travail pour évaluer les performances et qu'elle prévoyait d'établir une nouvelle instruction administrative sur la procédure d'évaluation des performances en 2011. **Le Comité a recommandé que la Cour examine la possibilité de mettre en place des mécanismes permettant d'identifier le travail extraordinaire de certains individus ou de certaines équipes et de rendre hommage aux agents morts dans l'exercice de leurs fonctions, et qu'elle fasse rapport au Comité à sa dix-huitième session.**

8. Reclassements

70. En ce qui concerne les reclassements, le Comité s'est félicité que la Cour n'ait demandé aucun reclassement dans le budget-programme pour 2012, que la question des reclassements serait abordée sous l'angle d'une nouvelle approche en matière de ressources humaines qui **serait soumise pour examen au Comité par la Cour lors de sa dix-huitième session.**

71. Le Comité s'est félicité que la Cour assume la difficulté d'avoir à gérer les fonctions qui lui incombe, notamment les nouvelles, avec les ressources en personnel existantes. À cet égard, le Comité a précisé que sa recommandation de geler le nombre de postes permanents signifiait que la Cour ne devait pas faire de demande de nouveaux postes permanents avant qu'il ne soit procédé à une justification complète de l'ensemble des postes existants. Par conséquent, il ne devrait pas y avoir d'augmentation nette des postes permanents dans le budget pour 2012. Le Comité a bien compris que, si les besoins et les priorités au sein d'un organe étaient amenés à changer, il était possible de transférer un poste permanent d'un organe à l'autre à condition qu'il n'y ait aucune augmentation nette. **Le Comité a recommandé que la justification complète de tous les postes se fasse en commençant par les postes de classe D-1 et P-5 au sein de tous les organes. Le Comité a demandé à la Cour de fournir une justification pour tous ces postes à sa dix-septième session.**

72. Le Comité a également reçu un rapport sur le squelette de la Cour et un autre sur la faisabilité d'une approche par budget en base zéro.²⁸ Le Comité a estimé que les deux rapports devaient être affinés. Le Comité a précisé que l'objectif du gel, de l'approche par budget en base zéro et du squelette était de favoriser une révision fondamentale des processus mis en place au sein de la Cour afin d'identifier les activités essentielles de la Cour, la façon la plus efficace de les accomplir et de savoir si les processus et les procédures mis en œuvre depuis la création de la Cour sont toujours pertinents. Le Comité a rappelé que la Cour avait éprouvé des difficultés pour identifier ses besoins en personnel pour les différentes procédures de la Cour. **Par conséquent, le Comité a recommandé que la Cour procède à la révision du rapport sur l'approche par budget en base zéro et de celui sur le squelette de la Cour sous cet angle et qu'elle parvienne à mieux définir ses besoins essentiels. Les versions actualisées des deux rapports seront ensuite soumises pour examen par la Cour au Comité à sa dix-huitième session.**

9. Bureaux extérieurs

73. Le Comité a pris note de l'exposé fait par le Greffe sur les bureaux extérieurs dans lequel le Greffe a informé le Comité qu'il allait réduire la présence de la Cour sur le terrain à deux bureaux extérieurs à part entière, à deux présences sur le terrain et à une présence limitée du Greffe à Nairobi, Kenya d'ici la fin de l'année 2011. Une fois le coût initial lié aux fermetures passé, cette mesure devrait avoir un impact positif sur le budget. Le matériel sera entreposé et à nouveau utilisé en fonction de critères économiques et pratiques. La Cour a informé le Comité des mesures d'accompagnement pour la recherche d'emploi des personnes recrutées sur le plan local étaient déjà mises en œuvre.

74. Le Comité s'est félicité de cette approche qui constitue un indicateur positif du développement et de la mise en œuvre d'une stratégie en matière de bureaux extérieurs et a **recommandé que l'exposé informel soit transformé en document officiel de l'Assemblée.**

G. Aide judiciaire

75. Le Comité a examiné le rapport de la Cour concernant l'opportunité de fixer des seuils absolus pour la détermination de l'indigence, les dépenses réelles pour l'aide judiciaire dans le rapport sur l'exécution budgétaire en 2010, le rapport sur l'exécution des programmes 2011 au 31 mars 2011 et les prévisions en la matière pour 2012 fournis par la Cour.

²⁸ CBF/16/12 et CBF/16/14.

76. Le Comité a relevé que les dépenses consacrées à l'aide judiciaire en 2010 excédaient largement le budget prévu et que le taux d'exécution au premier trimestre 2011 était déjà très important. Le Comité a noté que l'aide judiciaire était un inducteur de coût de plus en plus important et a décidé de porter une attention toute particulière à cette question à sa prochaine session dans le cadre du projet de budget pour 2012. **Le Comité a également recommandé que la Cour prépare un rapport plus complet intégrant des éléments supplémentaires pour justifier le choix des indicateurs du coût de la vie utilisés actuellement dans la détermination du seuil d'indigence et présentant d'autres alternatives possibles, comme celle de la Commission de la fonction publique internationale, compte tenu du spectre limité des pays pris en compte dans la proposition d'utilisation des standards de l'Organisation pour le développement et la coopération économique (OCDE).**

77. Pour permettre un débat éclairé, le Comité a prié la Cour de fournir une version actualisée des questions qui sont apparues et de l'expérience acquise, s'agissant de la détermination de l'indigence pour les détenus et les personnes à leur charge. La version actualisée du rapport doit présenter les méthodes utilisées pour recueillir les éléments de preuve et pour identifier les avoirs dissimulés, les outils juridiques disponibles pour liquider tout actif, le rôle de l'enquêteur financier et toute leçon à tirer des pratiques d'autres tribunaux internationaux.

H. Locaux de la Cour

1. Locaux permanents

78. Le Comité avait été saisi du « Rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle »²⁹ et a assisté aux présentations faites par le Président du Comité, M. Martin Strub, le Directeur de projet par intérim, Mme Ann Janssens, et le Greffe qui ont respectivement présenté au Comité les activités du Comité de contrôle, du Bureau du Directeur de projet et du Bureau du projet sur les locaux permanents. Le Comité a assisté à une autre présentation faite par le gestionnaire du projet, M. Peter Timmerman.

79. Le Comité a informé que, malgré le retard pris par la sélection de l'architecte et par le choix d'opter pour une « analyse de la valeur » qui consiste à apporter toute une série de changements au projet, le projet ne doit pas excéder le budget total approuvé de 190 millions d'euros, aux prix de 2014, et respecte le calendrier, la date du déménagement dans les nouveaux locaux étant prévue pour le mois de décembre 2015. La phase de conception finale a commencé le 1^{er} mars 2011 et devrait durer six mois.

80. Le Comité a également été informé que les coûts liés au projet mais pas directement à la construction (« coûts de l'encadré 4 ») ont été estimés par la Cour à 42,2 millions d'euros environ, qui devraient être décaissés entre 2011 et 2015. Cette somme n'est pas intégrée dans le budget adopté de 190 millions d'euros cité précédemment dans la mesure où les coûts de l'encadré 4, mentionnés dans des résolutions précédentes sur les locaux permanents émises par l'Assemblée, n'avaient pas fait l'objet d'une évaluation avant la finalisation de la phase de conception préliminaire.

81. Le rapport du Comité de contrôle a divisé les coûts de l'encadré 4 en deux catégories, les biens intégrés pour l'utilisateur (« éléments 3gv ») pour un montant estimé à 22,1 millions d'euros, et les biens d'équipement non intégrés pour l'utilisateur (« éléments 2gv ») pour un montant estimé à 20,1 millions d'euros. Pour l'exercice 2011, la Cour a estimé qu'il faudrait prévoir un budget de 2,5 millions d'euros pour financer les activités de l'encadré 4.

82. Le Président du Comité de contrôle a notamment sollicité l'avis du Comité sur les possibilités de financement des éléments de l'encadré 4. Le Comité de contrôle a identifié trois alternatives : augmentation du prêt de l'État hôte à hauteur de 212,1 millions d'euros, selon les mêmes conditions (afin de couvrir le budget total des éléments 3gv) ; souscription d'un prêt commercial, les intérêts étant à la charge du budget ordinaire de la CPI ; augmentation du budget annuel de la Cour ; et utilisation de la partie du prêt qui n'est pas

²⁹ CBF/16/10 et Add.1.

utilisée et/ou des paiements forfaitaires reçus afin de payer le budget des éléments 3gv. Compte tenu de l'urgence à intégrer les éléments 3gv dans le projet final, le Comité de contrôle a sollicité l'avis rapide du Comité.

83. **Le Comité a noté que les informations fournies concernant les coûts de l'encadré 4 constituaient une première estimation qui n'avait pas encore fait l'objet d'une vérification par le Comité de contrôle. Dans ces conditions, le Comité ne pouvait donc pas approuver ces chiffres. Le Comité s'est félicité de la volonté du Comité de contrôle de procéder à la vérification détaillée des coûts estimés.**

84. **Le Comité a recommandé qu'une attention toute particulière soit portée aux coûts des éléments 2gv afin de garantir que les programmes de remplacement du matériel de la Cour qui sont en cours d'exécution et prévus dans le futur soient intégralement pris en compte dans les calculs des éléments 2gv afin d'éviter que les budgets ne se chevauchent, de s'assurer que les nouveaux équipements soient compatibles avec les nouveaux locaux et que les équipements existants fassent l'objet d'un examen pour optimiser leur utilisation et permettre ainsi une réduction des coûts des éléments 2gv.** La Cour a, par exemple, annoncé qu'elle avait calculé qu'elle utiliserait 50 pour cent du mobilier existant. Le Comité a estimé qu'il s'agissait là d'une estimation basse, dans la mesure où la plupart du mobilier et du matériel existant est neuf et en très bon état. **Le Comité a vivement recommandé que cette estimation soit examinée attentivement par le Comité de contrôle avec le soutien actif de la Cour. Le Comité a également recommandé que la Cour procède à l'examen de l'agencement prévu des bureaux afin de ne meubler que le nombre de bureaux nécessaires dans les nouveaux locaux (possibilité d'extension).**

85. En ce qui concerne les différentes options financières, le Comité a émis plusieurs observations.

86. Le Comité est d'accord avec le Président du Comité de contrôle pour dire que les coûts et le financement de l'encadré 4 sont un élément inévitable et prévisible du projet. Compte tenu du stade de développement du projet, il est important que l'Assemblée se penche sur la question des coûts et de leur financement.

87. Le Comité a noté qu'il n'existe que quatre options pour financer les coûts de l'encadré 4 :

Option 1: Utilisation des mécanismes de financement existants (prêt de l'État hôte et/ou fonds versés par les États Parties ayant réalisé des paiements forfaitaires) ;

Option 2: Souscription d'un prêt commercial ;

Option 3: Paiement direct par les États Parties par l'intermédiaire soit du budget ordinaire, soit d'un budget spécialement affecté au projet ; et

Option 4: Combinaison des options précédentes.

88. La pertinence, la faisabilité et l'opportunité de chacune des options dépendent en partie du montant des coûts. Il serait néanmoins également nécessaire de tenir compte des modalités et des conditions relatives au prêt de l'État hôte ainsi que des paiements forfaitaires pour évaluer la faisabilité de l'option 1.

89. **Le Comité a dans l'ensemble accepté que les éléments 3gv soient séparés des éléments 2gv, qu'ils soient soumis à des mécanismes de financement distincts et que les coûts des éléments 3gv soient pris en compte dans les plus brefs délais afin d'éviter tout retard supplémentaire dans le projet.**

90. **Le Comité a recommandé qu'une stratégie de financement soit élaborée pour gérer, non seulement les coûts de l'encadré 4, mais aussi tout dépassement budgétaire qui pourrait se présenter au cours du projet. Cela est particulièrement important compte tenu de la diminution du volant de crédits et du montant des dépenses déjà engagées qui a été prélevé sur le fonds en cas d'imprévus du projet.**

91. **Enfin, le Comité a recommandé que les questions relatives à la structure de gouvernance identifiées par l'Auditeur interne et le Commissaire aux comptes soient abordées dans les plus brefs délais afin d'éviter tout retard supplémentaire.**

2. Locaux provisoires

92. Le Comité a noté que le Bureau de l'Assemblée avait examiné la question des locaux provisoires à sa 4^{ème} réunion en date du 23 mars 2011 et avait demandé au Comité de « suivre la question des locaux provisoires à sa prochaine session. »

93. Le Comité a examiné le rapport sur les activités de la Cour et a pris note de l'exposé réalisé par le Greffier ainsi que par le représentant de l'État hôte, M. l'Ambassadeur Joost Andriessen, sur la question des locaux provisoires.

94. La Cour a informé le Comité que, comme l'Assemblée l'avait demandé, elle avait poursuivi ses pourparlers avec l'État hôte sur différents aspects relatifs aux locaux provisoires. En ce qui concerne la location, la Cour a informé le Comité qu'elle avait épuisé ses recours avec l'État hôte sur la prolongation de la mise à disposition à titre gracieux des locaux provisoires au-delà du 30 juin 2012³⁰. Après approbation par le Bureau, un courrier a été envoyé conjointement par le Greffier et l'État hôte, en date du 6 avril 2011, au Rijksgedebouwendienst³¹ (RGD) pour que cet organisme aide la Cour à négocier le bail pour un coût de 12.000 euros. Ces honoraires seraient pris en charge à parts égales par la Cour et le Ministère des affaires étrangères. Le Greffier a assuré le Comité que les négociations feraient l'objet d'un suivi étroit en liaison avec l'État hôte et qu'elle ferait rapport au Comité et au Bureau des résultats de ces négociations.

95. Le Comité a relevé que le Bureau avait décidé que la question de la location des locaux provisoires devait être examinée sur deux plans : d'une part, poursuivre la négociation du bail et d'autre part, déterminer qui devra prendre en charge le loyer des locaux provisoires à compter du 1^{er} juillet 2012.

96. Le Comité a émis les observations suivantes.

97. Négocier les meilleures conditions de location des locaux provisoires est une question technique et la Cour devrait mener des pourparlers proactifs avec l'État hôte et le RGD avec toute la rapidité et la diligence nécessaires. La Cour devra assurer à l'Assemblée qu'elle a fait tout ce qu'elle pouvait pour obtenir les meilleures conditions possibles. La Cour doit également identifier d'éventuelles économies pour diminuer les dépenses pour les locaux provisoires et réduire le coût de leur location, comme passer en revue les besoins en termes de stationnement et la possibilité que le personnel puisse prendre en charge une partie de son stationnement ainsi que minimiser l'espace nécessaire.

98. Déterminer qui doit payer le loyer des locaux provisoires à compter du 1^{er} juillet 2012 est une question politique qui relève clairement du ressort de l'Assemblée des États Parties et de l'État hôte. Il ne s'agit pas d'une question technique pour laquelle la Cour ou le Comité est qualifié pour répondre.

99. Néanmoins, d'un point de vue technique, le Comité a noté qu'il était nécessaire de déterminer rapidement qui doit prendre en charge le loyer des locaux provisoires dans la mesure où cela aura des répercussions financières et qu'il était nécessaire de prendre des décisions d'ordre financier qui pourraient avoir un impact direct et immédiat sur le projet de budget-programme de la Cour pour 2012.

100. **À cet égard, le Comité a recommandé que le Bureau nomme en priorité un de ses membres pour être l'interlocuteur principal avec l'État hôte sur ce dossier. Le Comité a recommandé que cette personne soit de préférence basée à New York afin de permettre une interaction directe avec le Bureau.**

101. **Le Comité a noté que la Cour avait des contraintes spécifiques en termes de salles d'audience, de sécurité, d'archivage et d'accès qui ne pourraient pas être mises en place sans entraîner des dépenses de matériel, de déménagement, d'interruption d'activité et autres, qui contrebalanceraient probablement toute compression des coûts obtenus par la réduction du montant du loyer sur un bail à court terme. Par conséquent, le Comité a estimé qu'il était hautement improbable qu'un**

³⁰ Cela implique qu'à compter du 1^{er} juillet 2012, la Cour devrait prendre à sa charge le coût de la location des locaux provisoires, soit un montant de 3,11 millions d'euros pour la période allant du 1^{er} juillet au 31 décembre 2012 et un montant de 6,226 millions d'euros pour les années suivantes.

³¹ Office gouvernemental du logement chargé de louer le bâtiment au nom du propriétaire.

déménagement dans des locaux provisoires moins onéreux à La Haye permettrait des réductions de coûts notables.

102. Le Comité a noté que, dans son rapport au Bureau sur les locaux provisoires, la Cour a informé qu'elle avait commencé à examiner les alternatives au maintien dans les locaux provisoires actuels, notamment « l'alternative ... qu'un autre État soit disposé, à relativement brève échéance, à attribuer des locaux à la Cour à un prix symbolique ou gratuitement ». **Le Comité a recommandé que l'examen de toute offre tienne compte de l'analyse détaillée des coûts/bénéfices afin d'éviter toute charge financière supplémentaire pour les États Parties, dans la mesure où le scénario actuel estime le coût des locaux provisoires à 6,23 millions d'euros par an.**

Bureaux destinés aux équipes de traducteurs du Secrétariat

103. Le Comité a rappelé la recommandation qu'il avait faite précédemment, demandant à la Cour qu'elle continue à fournir les locaux à usage de bureaux nécessaires pour les équipes de traducteurs du Secrétariat dans l'immeuble de Haagse Veste, comme dans les années passées, évitant ainsi toute incidence budgétaire pour la location de bureaux dans le Grand programme IV.³²

I. Questions diverses

3. Pension des juges

104. À sa neuvième session, l'Assemblée a décidé de soumettre pour avis au Comité du budget et des finances la question du régime applicable aux deux juges élus à la sixième session de l'Assemblée.³³

105. À cet égard, le Comité a examiné le « Rapport de la Cour sur l'applicabilité de l'ancien régime de pensions des juges aux juges Cotte et Nsereko ». ³⁴ Le Comité a relevé que le rapport présentait des principes juridiques concernant cette question et, à cet égard, a rappelé que son mandat portait uniquement sur les questions administratives et budgétaires. **Par conséquent, le Comité n'était pas en mesure d'émettre un avis sur la base juridique des arguments avancés par la Présidence.**

106. **Le Comité a relevé que, si l'Assemblée le décidait, le coût du transfert des juges Cotte et Nsereko dans l'ancien régime des pensions, d'un point de vue budgétaire, s'élèverait, d'après les informations fournies, à 852.492 euros supplémentaires, cette somme devant être intégrée au budget pour 2012.**

4. Documents du Comité du budget et des finances

107. Le Comité a rappelé l'importance de recevoir en temps opportun tous les documents nécessaires pour chaque session afin de pouvoir accomplir sa mission dans le respect des délais et de façon exhaustive au nom de l'Assemblée. Bien que des progrès aient été constatés dans la présentation des documents disponibles dans les deux langues de travail de la Cour, le Comité a rappelé que, d'après l'expérience acquise, la Cour devait à présent être en mesure d'identifier et de fournir de façon proactive les documents récurrents. **Le Comité a rappelé à la Cour qu'elle devait fournir au Comité toutes les informations nécessaires pour que ce dernier puisse accomplir sa mission.**

5. Dates de la dix-septième session du Comité

108. Le Comité a décidé de tenir sa dix-septième session à La Haye du 22 au 31 août 2011.

³² Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. II, partie B, paragraphe 89.

³³ Documents officiels ... Neuvième session ... 2010 (ICC-ASP/9/20), vol. I, partie II, paragraphe 35.

³⁴ ICC-ASP/10/17.

Annexe I

État des contributions au 11 avril 2011 (en euros)

| États Parties | Contributions dues au titre des exercices précédents | Contributions reçues au titre des exercices précédents | Contributions impayées des exercices précédents | Contributions dues pour 2011 | Contributions reçues pour 2011 | Contributions impayées pour 2011 | Total des contributions impayées |
|------------------------------------|--|--|---|------------------------------|--------------------------------|----------------------------------|----------------------------------|
| 1 Afghanistan | 18.996 | 18.996 | - | 6.153 | 40 | 6.113 | 6.113 |
| 2 Afrique du Sud | 3.305.684 | 3.305.684 | - | 592.203 | 592.203 | - | - |
| 3 Albanie | 63.084 | 63.084 | - | 15.382 | 15.372 | 10 | 10 |
| 4 Allemagne | 91.268.907 | 91.268.907 | - | 12.333.213 | 6.345.084 | 5.988.129 | 5.988.129 |
| 5 Andorre | 68.662 | 68.662 | - | 10.767 | 300 | 10.467 | 10.467 |
| 6 Antigua et Barbuda | 25.307 | 22.881 | 2.426 | 3.076 | - | 3.076 | 5.502 |
| 7 Argentine | 6.393.177 | 6.393.177 | - | 441.461 | 13.118 | 428.343 | 428.343 |
| 8 Australie | 18.299.016 | 18.299.016 | - | 2.973.322 | 2.973.322 | - | - |
| 9 Autriche | 9.282.915 | 9.282.915 | - | 1.309.000 | 1.309.000 | - | - |
| 10 Barbade | 95.949 | 95.949 | - | 12.306 | 362 | 11.944 | 11.944 |
| 11 Belgique | 11.538.239 | 11.538.239 | - | 1.653.555 | 1.653.555 | - | - |
| 12 Belize | 10.614 | 10.614 | - | 1.538 | 40 | 1.498 | 1.498 |
| 13 Bangladesh | 8.975 | - | 8.975 | 15.382 | - | 15.382 | 24.357 |
| 14 Bénin | 18.388 | 18.388 | - | 4.615 | 624 | 3.991 | 3.991 |
| 15 Bolivie (État plurinational de) | 78.695 | 69.274 | 9.421 | 10.767 | - | 10.767 | 20.188 |
| 16 Bosnie-Herzégovine | 62.518 | 62.518 | - | 21.535 | 245 | 21.290 | 21.290 |
| 17 Botswana | 144.117 | 144.117 | - | 27.687 | 27.687 | - | - |
| 18 Brésil | 13.956.308 | 13.956.308 | - | 2.478.025 | 35.162 | 2.442.863 | 2.442.863 |
| 19 Bulgarie | 223.404 | 223.404 | - | 58.451 | 58.451 | - | - |
| 20 Burkina Faso | 20.432 | 20.432 | - | 4.615 | 129 | 4.486 | 4.486 |
| 21 Burundi | 8.990 | 2.077 | 6.913 | 1.538 | - | 1.538 | 8.451 |
| 22 Cambodge | 18.388 | 18.388 | - | 4.615 | 39 | 4.576 | 4.576 |
| 23 Canada | 31.026.274 | 31.026.274 | - | 4.932.977 | 4.932.977 | - | - |
| 24 Chili | 439.812 | 439.812 | - | 363.013 | 2.162 | 360.851 | 360.851 |
| 25 Chypre | 445.974 | 445.974 | - | 70.757 | 70.757 | - | - |
| 26 Colombie | 1.419.433 | 1.419.433 | - | 221.499 | 4.870 | 216.629 | 216.629 |
| 27 Comores | 6.183 | 555 | 5.628 | 1.538 | - | 1.538 | 7.166 |
| 28 Congo | 12.433 | 6.094 | 6.339 | 4.615 | - | 4.615 | 10.954 |
| 29 Costa Rica | 327.142 | 327.142 | - | 52.298 | 2.142 | 50.156 | 50.156 |
| 30 Croatie | 543.169 | 543.169 | - | 149.204 | 149.204 | - | - |

| <i>États Parties</i> | <i>Contributions dues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions reçues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions impayées des exercices précédents</i> | <i>Contributions dues pour 2011</i> | <i>Contributions reçues pour 2011</i> | <i>Contributions impayées pour 2011</i> | <i>Total des contributions impayées</i> |
|--|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---|
| 31 Danemark | 7.760.368 | 7.760.368 | - | 1.132.108 | 1.132.108 | - | - |
| 32 Djibouti | 10.418 | 5.197 | 5.221 | 1.538 | - | 1.538 | 6.759 |
| 33 Dominique | 10.614 | 9.318 | 1.296 | 1.538 | - | 1.538 | 2.834 |
| 34 Équateur | 246.434 | 246.434 | - | 61.528 | 845 | 60.683 | 60.683 |
| 35 Espagne | 29.721.044 | 29.721.044 | - | 4.886.831 | 119.898 | 4.766.933 | 4.766.933 |
| 36 Estonie | 186.722 | 186.722 | - | 61.528 | 61.528 | - | - |
| 37 ex-République yougoslave de Macédoine | 60.842 | 51.480 | 9.362 | 10.767 | - | 10.767 | 20.129 |
| 38 Fidji | 38.077 | 38.077 | - | 6.153 | 4.871 | 1.282 | 1.282 |
| 39 Finlande | 5.837.422 | 5.837.422 | - | 870.616 | 870.616 | - | - |
| 40 France | 65.607.369 | 65.607.369 | - | 9.418.342 | 5.253.517 | 4.164.825 | 4.164.825 |
| 41 Gabon | 101.927 | 50.929 | 50.998 | 21.535 | - | 21.535 | 72.533 |
| 42 Gambie | 10.614 | 9.322 | 1.292 | 1.538 | - | 1.538 | 2.830 |
| 43 Géorgie | 34.795 | 34.795 | - | 9.229 | 9.229 | - | - |
| 44 Ghana | 46.150 | 40.481 | 5.669 | 9.229 | - | 9.229 | 14.898 |
| 45 Grèce | 6.168.101 | 6.168.101 | - | 1.062.890 | 24.085 | 1.038.805 | 1.038.805 |
| 46 Guinée | 20.841 | 4.347 | 16.494 | 3.076 | - | 3.076 | 19.570 |
| 47 Guyane | 8.990 | 8.990 | - | 1.538 | 1.538 | - | - |
| 48 Honduras | 57.527 | 40.510 | 17.017 | 12.306 | - | 12.306 | 29.323 |
| 49 Hongrie | 2.104.218 | 2.104.218 | - | 447.613 | 447.613 | - | - |
| 50 Îles Cook | 3.305 | 1 | 3.304 | 1.538 | - | 1.538 | 4.842 |
| 51 Îles Marshall | 10.614 | 8.396 | 2.218 | 1.538 | - | 1.538 | 3.756 |
| 52 Irlande | 4.324.266 | 4.324.266 | - | 766.019 | 766.019 | - | - |
| 53 Islande | 385.690 | 385.690 | - | 64.604 | 64.604 | - | - |
| 54 Italie | 52.989.882 | 52.989.882 | - | 7.689.415 | 2.080.984 | 5.608.431 | 5.608.431 |
| 55 Japon | 65.221.461 | 65.221.461 | - | 19.273.528 | 8.538.932 | 10.734.596 | 10.734.596 |
| 56 Jordanie | 123.891 | 123.891 | - | 21.535 | 487 | 21.048 | 21.048 |
| 57 Kenya | 83.892 | 83.892 | - | 18.458 | 18.458 | - | - |
| 58 Lesotho | 10.614 | 7.618 | 2.996 | 1.538 | - | 1.538 | 4.534 |
| 59 Lettonie | 204.638 | 204.638 | - | 58.451 | 58.451 | - | - |
| 60 Libéria | 8.990 | 5.728 | 3.262 | 1.538 | - | 1.538 | 4.800 |
| 61 Liechtenstein | 81.730 | 81.730 | - | 13.844 | 13.844 | - | - |
| 62 Lituanie | 336.881 | 336.881 | - | 99.982 | 99.982 | - | - |
| 63 Luxembourg | 874.133 | 874.133 | - | 138.437 | 138.437 | - | - |
| 64 Madagascar | 9.044 | 1.847 | 7.197 | 4.615 | - | 4.615 | 11.812 |
| 65 Malawi | 10.995 | 9.398 | 1.597 | 1.538 | - | 1.538 | 3.135 |

| <i>États Parties</i> | <i>Contributions dues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions reçues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions impayées des exercices précédents</i> | <i>Contributions dues pour 2011</i> | <i>Contributions reçues pour 2011</i> | <i>Contributions impayées pour 2011</i> | <i>Total des contributions impayées</i> |
|-------------------------------------|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---|
| 66 Mali | 18.388 | 18.388 | - | 4.615 | 1.997 | 2.618 | 2.618 |
| 67 Malte | 164.007 | 164.007 | - | 26.149 | 26.149 | - | - |
| 68 Maurice | 116.751 | 116.751 | - | 16.920 | 16.920 | - | - |
| 69 Mexique | 16.516.789 | 16.516.789 | - | 3.623.977 | 90.812 | 3.533.165 | 3.533.165 |
| 70 Mongolie | 12.152 | 12.152 | - | 3.076 | 40 | 3.036 | 3.036 |
| 71 Monténégro | 11.465 | 11.465 | - | 6.153 | 6.133 | 20 | 20 |
| 72 Namibie | 67.377 | 67.377 | - | 12.306 | 12.306 | - | - |
| 73 Nauru | 10.614 | 10.614 | - | 1.538 | 1.538 | - | - |
| 74 Niger | 12.152 | 7.941 | 4.211 | 3.076 | - | 3.076 | 7.287 |
| 75 Nigéria | 541.594 | 430.163 | 111.431 | 119.979 | - | 119.979 | 231.410 |
| 76 Norvège | 7.933.582 | 7.933.582 | - | 1.339.764 | 1.339.764 | - | - |
| 77 Nouvelle-Zélande | 2.591.529 | 2.591.529 | - | 419.926 | 419.926 | - | - |
| 78 Ouganda | 49.931 | 49.931 | - | 9.229 | 114 | 9.115 | 9.115 |
| 79 Panama | 223.170 | 223.170 | - | 33.840 | 13.736 | 20.104 | 20.104 |
| 80 Paraguay | 91.498 | 91.498 | - | 10.767 | 195 | 10.572 | 10.572 |
| 81 Pays-Bas | 19.023.861 | 19.023.861 | - | 2.853.343 | 2.853.343 | - | - |
| 82 Pérou | 928.319 | 710.695 | 217.624 | 138.437 | - | 138.437 | 356.061 |
| 83 Pologne | 5.572.065 | 5.572.065 | - | 1.273.622 | 1.273.622 | - | - |
| 84 Portugal | 5.296.742 | 5.296.742 | - | 786.015 | 786.015 | - | - |
| 85 République centrafricaine | 10.614 | 2.913 | 7.701 | 1.538 | - | 1.538 | 9.239 |
| 86 République de Corée | 21.096.329 | 20.522.098 | 574.231 | 3.476.311 | - | 3.476.311 | 4.050.542 |
| 87 République de Moldova | - | - | - | 3.076 | - | 3.076 | 3.076 |
| 88 République démocratique du Congo | 32.460 | 32.460 | - | 4.615 | 4.615 | - | - |
| 89 République dominicaine | 245.825 | 146.467 | 99.358 | 64.604 | - | 64.604 | 163.962 |
| 90 République tchèque | 637.375 | 637.375 | - | 536.828 | 536.828 | - | - |
| 91 République-Unie de Tanzanie | 65.207 | 65.207 | - | 12.306 | 163 | 12.143 | 12.143 |
| 92 Roumanie | 859.540 | 859.540 | - | 272.260 | 272.260 | - | - |
| 93 Royaume-Uni | 67.660.246 | 67.660.246 | - | 10.158.211 | 2.539.569 | 7.618.642 | 7.618.642 |
| 94 Saint-Kitts-Et-Nevis | 6.183 | 6.183 | - | 1.538 | 38 | 1.500 | 1.500 |

| <i>États Parties</i> | <i>Contributions dues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions reçues au titre des exercices précédents</i> | <i>Contributions impayées des exercices précédents</i> | <i>Contributions dues pour 2011</i> | <i>Contributions reçues pour 2011</i> | <i>Contributions impayées pour 2011</i> | <i>Total des contributions impayées</i> |
|--|---|---|--|-------------------------------------|---------------------------------------|---|---|
| 95 Saint-Marin | 31.223 | 31.223 | - | 4.615 | 4.615 | - | - |
| 96 Saint-Vincent-et-les-Grenadines | 10.418 | 10.418 | - | 1.538 | 26 | 1.512 | 1.512 |
| 97 Sainte-Lucie | 256 | - | 256 | 1.538 | - | 1.538 | 1.794 |
| 98 Samoa | 10.496 | 10.496 | - | 1.538 | 1.538 | - | - |
| 99 Sénégal | 50.230 | 39.822 | 10.408 | 9.229 | - | 9.229 | 19.637 |
| 100 Serbie | 238.729 | 238.729 | - | 56.913 | 851 | 56.062 | 56.062 |
| 101 Seychelles | 513 | 513 | - | 3.076 | 3.076 | - | - |
| 102 Sierra Leone | 10.614 | 9.316 | 1.298 | 1.538 | - | 1.538 | 2.836 |
| 103 Slovaquie | 728.902 | 728.902 | - | 218.423 | 218.423 | - | - |
| 104 Slovénie | 963.305 | 963.305 | - | 158.434 | 158.434 | - | - |
| 105 Suède | 11.032.664 | 11.032.664 | - | 1.636.635 | 1.636.635 | - | - |
| 106 Suisse | 12.732.263 | 12.732.263 | - | 1.738.155 | 49.095 | 1.689.060 | 1.689.060 |
| 107 Suriname | 6.382 | 6.382 | - | 4.615 | 39 | 4.576 | 4.576 |
| 108 Tadjikistan | 12.152 | 12.152 | - | 3.076 | 3.076 | - | - |
| 109 Tchad | 7.455 | 1.644 | 5.811 | 3.076 | - | 3.076 | 8.887 |
| 110 Timor-Leste | 10.496 | 9.057 | 1.439 | 1.538 | - | 1.538 | 2.977 |
| 111 Trinité et Tobago | 285.532 | 285.532 | - | 67.680 | 67.680 | - | - |
| 112 Uruguay | 405.145 | 405.145 | - | 41.531 | 1.086 | 40.445 | 40.445 |
| 113 Venezuela (République bolivarienne du) | 2.185.095 | 2.185.095 | - | 482.992 | 11.110 | 471.882 | 471.882 |
| 114 Zambie | 19.532 | 13.378 | 6.154 | 6.153 | - | 6.153 | 12.307 |
| Total | 610.380.846 | 609.173.299 | 1.207.547 | 103.607.900 | 50.244.658 | 53.363.242 | 54.570.789 |

Annexe II

Ressources humaines

Tableau 1: Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs de la CPI

État au 31 mars 2011

Nombre total d'administrateurs : 318*

Nombre total de nationalités : 75

Répartition par région :

| <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> |
|----------------|----------------------------------|--------------|
| Afrique | Afrique du Sud | 8 |
| | Bénin | 1 |
| | Burkina Faso | 1 |
| | Cameroun | 1 |
| | Côte d'Ivoire | 1 |
| | Égypte | 4 |
| | Gambie | 2 |
| | Ghana | 2 |
| | Guinée | 1 |
| | Kenya | 3 |
| | Lesotho | 1 |
| | Malawi | 1 |
| | Mali | 2 |
| | Niger | 3 |
| | Nigéria | 5 |
| | Ouganda | 2 |
| | République démocratique du Congo | 2 |
| | République-Unie de Tanzanie | 2 |
| | Rwanda | 1 |
| | Sénégal | 3 |
| Sierra Leone | 3 | |
| Togo | 1 | |
| Tunisie | 1 | |
| Zimbabwe | 1 | |
| | Total | 52 |

* À l'exclusion du personnel linguistique (36)

| <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> |
|--|--|--------------|
| Asie | Chypre | 1 |
| | Iran (République islamique d') | 4 |
| | Japon | 4 |
| | Jordanie | 1 |
| | Liban | 2 |
| | Mongolie | 1 |
| | Philippines | 1 |
| | République de Corée | 2 |
| | Singapour | 3 |
| | Sri Lanka | 1 |
| | Territoires palestiniens occupés | 1 |
| | Total | 21 |
| États d'Europe orientale | Albanie | 1 |
| | Bosnie-Herzégovine | 1 |
| | Bulgarie | 1 |
| | Croatie | 5 |
| | ex-République yougoslave de Macédoine | 1 |
| | Fédération de Russie | 1 |
| | Géorgie | 1 |
| | Pologne | 1 |
| | Roumanie | 6 |
| | Serbie | 4 |
| | Ukraine | 1 |
| | Total | 23 |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes | Argentine | 4 |
| | Brésil | 2 |
| | Chili | 1 |
| | Colombie | 5 |
| | Costa Rica | 1 |
| | Équateur | 2 |
| | Mexique | 2 |
| | Pérou | 3 |
| | Trinité-et-Tobago | 4 |
| | Venezuela (République bolivarienne du) | 2 |
| | Total | 26 |

| <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> |
|---|-----------------------|--------------|
| États d'Europe occidentale et autres États | Allemagne | 16 |
| | Australie | 16 |
| | Autriche | 3 |
| | Belgique | 11 |
| | Canada | 14 |
| | Danemark | 1 |
| | Espagne | 8 |
| | États-Unis d'Amérique | 11 |
| | Finlande | 3 |
| | France | 45 |
| | Grèce | 2 |
| | Irlande | 4 |
| | Italie | 10 |
| | Nouvelle-Zélande | 4 |
| | Pays-Bas | 17 |
| | Portugal | 3 |
| | Suède | 1 |
| Suisse | 1 | |
| Royaume-Uni | 26 | |
| | Total | 196 |

Tableau 2: Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs*
État au 31 mars 2011

Nombre de fonctionnaires par classe et par région :

| <i>Classe</i> | <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> | |
|---|--|--|----------------|---|
| D-1 | Afrique | Lesotho | 1 | |
| | | <i>Total, Afrique</i> | <i>1</i> | |
| | États d'Amérique latine et des Caraïbes | Équateur | 1 | |
| | | <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | <i>1</i> | |
| | États d'Europe occidentale et autres États | Belgique | 2 | |
| | | France | 1 | |
| | | Italie | 1 | |
| | | Pays-Bas | 1 | |
| | | <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | <i>5</i> | |
| | Total, D-1 | | 7 | |
| | P-5 | Afrique | Afrique du Sud | 3 |
| | | | Kenya | 1 |
| | | | Mali | 1 |
| | | | Sénégal | 1 |
| <i>Total, Afrique</i> | | | <i>6</i> | |
| Asie | | Philippines | 1 | |
| | | Singapour | 1 | |
| <i>Total, Asie</i> | | <i>2</i> | | |
| États d'Europe orientale | | Serbie | 1 | |
| <i>Total, États d'Europe orientale</i> | | <i>1</i> | | |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes | | Argentine | 1 | |
| | | Équateur | 1 | |
| <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | | <i>2</i> | | |
| États d'Europe occidentale et autres États | | Allemagne | 5 | |
| | | Australie | 1 | |
| | | Canada | 1 | |
| | | Espagne | 2 | |
| | | États-Unis d'Amérique | 2 | |
| | | Finlande | 1 | |
| | France | 3 | | |
| | Irlande | 1 | | |
| | Italie | 2 | | |
| | Royaume-Uni | 1 | | |
| | <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | <i>19</i> | | |
| Total, P-5 | | 30 | | |

* À l'exclusion du personnel linguistique (36)

| <i>Classe</i> | <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> |
|-----------------------|--|---|--------------|
| P-4 | Afrique | Côte d'Ivoire | 1 |
| | | Niger | 1 |
| | | Nigéria | 1 |
| | | République démocratique du Congo | 1 |
| | | Sierra Leone | 1 |
| | | <i>Total, Afrique</i> | <i>5</i> |
| | Asie | Iran (République islamique d') | 2 |
| | | Japon | 1 |
| | | Jordanie | 1 |
| | | <i>Total, Asie</i> | <i>4</i> |
| | États d'Europe orientale | Croatie | 1 |
| | | Roumanie | 1 |
| | | <i>Total, États d'Europe orientale</i> | <i>2</i> |
| | États d'Amérique latine et des Caraïbes | Colombie | 1 |
| | | Pérou | 1 |
| | | Trinité-et-Tobago | 3 |
| | | <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | <i>5</i> |
| | États d'Europe occidentale et autres États | Allemagne | 3 |
| | | Australie | 4 |
| | | Belgique | 1 |
| | | Canada | 3 |
| Danemark | | 1 | |
| Espagne | | 1 | |
| États-Unis d'Amérique | | 1 | |
| Finlande | | 1 | |
| France | | 6 | |
| Italie | | 2 | |
| Pays-Bas | | 6 | |
| Portugal | | 1 | |
| Royaume-Uni | | 9 | |
| | <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | <i>39</i> | |
| | Total, P-4 | 55 | |

| <i>Classe</i> | <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> |
|--|---|----------------------------------|--------------|
| P-3 | Afrique | Afrique du Sud | 4 |
| | | Bénin | 1 |
| | | Burkina Faso | 1 |
| | | Égypte | 1 |
| | | Kenya | 1 |
| | | Malawi | 1 |
| | | Mali | 1 |
| | | Niger | 2 |
| | | Nigéria | 3 |
| | | République démocratique du Congo | 1 |
| | | République-Unie de Tanzanie | 1 |
| | | <i>Total, Afrique</i> | |
| | Asie | Iran (République islamique d') | 1 |
| | | Mongolie | 1 |
| | | République de Corée | 1 |
| | | Singapour | 2 |
| | <i>Total, Asie</i> | | <i>5</i> |
| | États d'Europe orientale | Albanie | 1 |
| | | Pologne | 1 |
| | | Serbie | 1 |
| | | Ukraine | 1 |
| | <i>Total, États d'Europe orientale</i> | | <i>4</i> |
| | États d'Amérique latine et des Caraïbes | Argentine | 1 |
| | | Brésil | 1 |
| | | Colombie | 4 |
| | | Costa Rica | 1 |
| | | Mexique | 1 |
| Trinité-et-Tobago | | 1 | |
| Venezuela (République bolivarienne du) | | 1 | |
| <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | | <i>10</i> | |
| États d'Europe occidentale et autres États | Allemagne | 4 | |
| | Australie | 7 | |
| | Autriche | 2 | |
| | Belgique | 7 | |
| | Canada | 5 | |
| | Espagne | 3 | |
| | États-Unis d'Amérique | 4 | |
| | Finlande | 1 | |
| | France | 14 | |
| | Grèce | 1 | |
| | Irlande | 3 | |
| | Italie | 4 | |
| | Nouvelle Zélande | 2 | |
| | Pays-Bas | 3 | |
| | Portugal | 2 | |
| | Royaume-Uni | 7 | |
| | Suisse | 1 | |
| <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | | <i>70</i> | |
| Total, P-3 | | 106 | |

| <i>Classe</i> | <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> | |
|--|-----------------------|--|-----------------------|-----------|
| P-2 | Afrique | Afrique du Sud | 1 | |
| | | Égypte | 3 | |
| | | Gambie | 1 | |
| | | Ghana | 2 | |
| | | Kenya | 1 | |
| | | Ouganda | 1 | |
| | | République-Unie de Tanzanie | 1 | |
| | | Rwanda | 1 | |
| | | Sénégal | 2 | |
| | | Sierra Leone | 2 | |
| | | Togo | 1 | |
| | | Tunisie | 1 | |
| | | Zimbabwe | 1 | |
| | | | <i>Total, Afrique</i> | <i>18</i> |
| | Asie | Chypre | 1 | |
| | | Iran (République islamique d') | 1 | |
| | | Japon | 3 | |
| | | Liban | 2 | |
| | | République de Corée | 1 | |
| Sri Lanka | | 1 | | |
| Territoires palestiniens occupés | | 1 | | |
| | | <i>Total, Asie</i> | <i>10</i> | |
| États d'Europe orientale | Croatie | 3 | | |
| | Géorgie | 1 | | |
| | Roumanie | 3 | | |
| | Serbie | 2 | | |
| | | <i>Total, États d'Europe orientale</i> | <i>9</i> | |
| États d'Amérique latine et des Caraïbes | Argentine | 2 | | |
| | Brésil | 1 | | |
| | Mexique | 1 | | |
| | Pérou | 1 | | |
| | | <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | <i>5</i> | |
| États d'Europe occidentale et autres États | Allemagne | 4 | | |
| | Australie | 4 | | |
| | Autriche | 1 | | |
| | Canada | 4 | | |
| | Espagne | 1 | | |
| | États-Unis d'Amérique | 4 | | |
| | France | 18 | | |
| | Grèce | 1 | | |
| | Italie | 1 | | |
| | Nouvelle Zélande | 2 | | |
| | Pays-Bas | 6 | | |
| | Royaume-Uni | 8 | | |
| | Suède | 1 | | |
| | | <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | <i>55</i> | |
| | | Total, P-2 | 97 | |

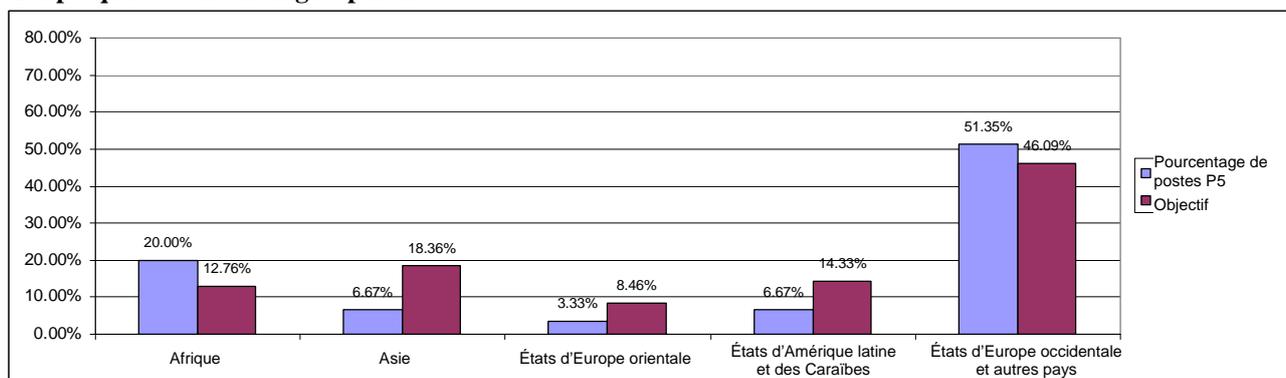
| <i>Classe</i> | <i>Région</i> | <i>Nationalité</i> | <i>Total</i> | |
|--|---|--|--------------|----------|
| P-1 | Afrique | Cameroun | 1 | |
| | | Gambie | 1 | |
| | | Guinée | 1 | |
| | | Nigéria | 1 | |
| | | Ouganda | 1 | |
| | <i>Total, Afrique</i> | | | 5 |
| | États d'Europe orientale | Bosnie-Herzégovine | 1 | |
| | | Bulgarie | 1 | |
| | | Croatie | 1 | |
| | | ex-République yougoslave de Macédoine | 1 | |
| | | Fédération de Russie | 1 | |
| | | Roumanie | 2 | |
| | <i>Total, États d'Europe orientale</i> | | | 7 |
| | États d'Amérique latine et des Caraïbes | Chili | 1 | |
| | | Pérou | 1 | |
| | | Venezuela (République bolivarienne du) | 1 | |
| | <i>Total, États d'Amérique latine et des Caraïbes</i> | | | 3 |
| | États d'Europe occidentale et autres États | Belgique | 1 | |
| | | Canada | 1 | |
| | | Espagne | 1 | |
| | | France | 3 | |
| | | Pays-Bas | 1 | |
| | | Royaume-Uni | 1 | |
| <i>Total, États d'Europe occidentale et autres États</i> | | | 8 | |
| Total, P-1 | | | 23 | |
| TOTAL GÉNÉRAL | | | 318 | |

Répartition en pourcentage du personnel, par classe et par région

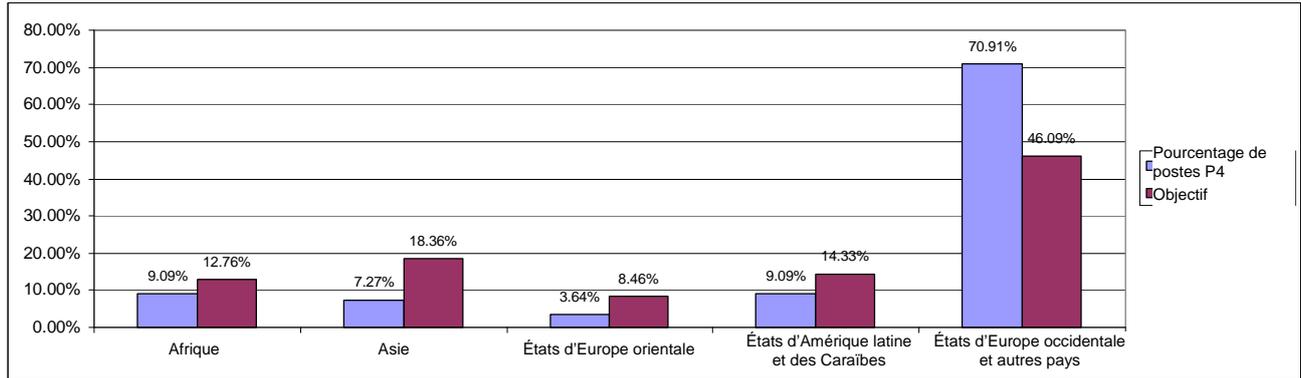
Graphique 1 : Pourcentage – postes D-1

Comme les postes de classe D-1 sont au nombre de 7 seulement, des statistiques et des représentations graphiques pourraient induire en erreur. Il y aura donc lieu de se référer aux chiffres exacts figurant dans le tableau ci-dessus.

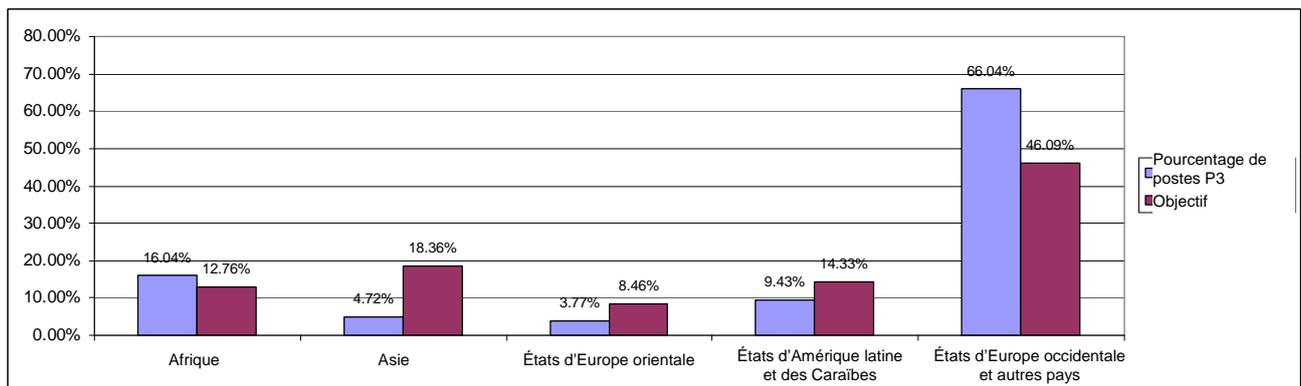
Graphique 2 : Pourcentage – postes P-5



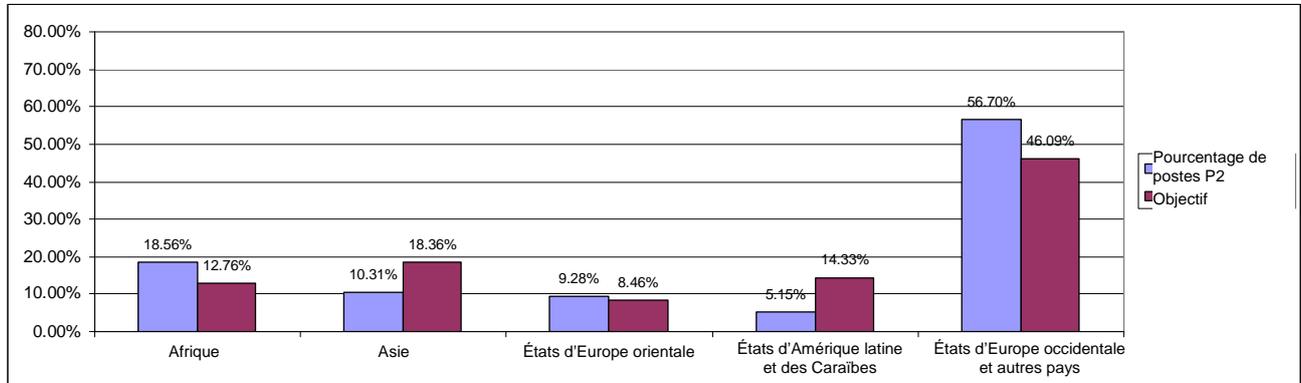
Graphique 3 : Pourcentage – postes P-4



Graphique 4 : Pourcentage – postes P-3



Graphique 5 : Pourcentage – postes P-2



Graphique 6 : Pourcentage – postes P-1

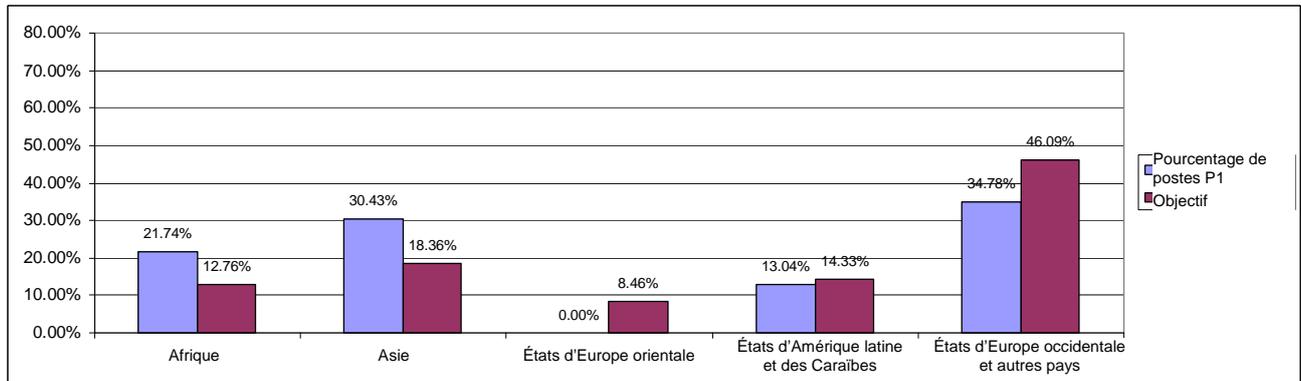


Tableau 3 : Répartition géographique du personnel de la catégorie des administrateurs
État au 31 mars 2011.

| Région | Pays | Quote-part 2011 | Fourchette souhaitable | Point médianfonctionnaires* | Nb de |
|---------------------|----------------------------------|-----------------|------------------------|-----------------------------|-------|
| Afrique | Afrique du Sud | 0,57158 % | 2,33 - 3,15 | 2,74 | 8 |
| | Bénin | 0,00445 % | 1,12 - 1,51 | 1,31 | 1 |
| | Botswana | 0,02672 % | 1,10 - 1,49 | 1,30 | |
| | Burkina Faso | 0,00445 % | 1,16 - 1,58 | 1,37 | 1 |
| | Burundi | 0,00148 % | 1,11 - 1,50 | 1,30 | |
| | Comores | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,24 | |
| | Congo | 0,00445 % | 1,08 - 1,46 | 1,27 | |
| | Djibouti | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,24 | |
| | Gabon | 0,02078 % | 1,09 - 1,47 | 1,28 | |
| | Gambie | 0,00148 % | 1,06 - 1,43 | 1,25 | 2 |
| | Ghana | 0,00891 % | 1,23 - 1,66 | 1,44 | 2 |
| | Guinée | 0,00297 % | 1,12 - 1,52 | 1,32 | 1 |
| | Kenya | 0,01782 % | 1,36 - 1,84 | 1,60 | 3 |
| | Lesotho | 0,00148 % | 1,06 - 1,44 | 1,25 | 1 |
| | Libéria | 0,00148 % | 1,07 - 1,45 | 1,26 | |
| | Madagascar | 0,00445 % | 1,19 - 1,61 | 1,40 | |
| | Malawi | 0,00148 % | 1,16 - 1,56 | 1,36 | 1 |
| | Mali | 0,00445 % | 1,14 - 1,55 | 1,35 | 2 |
| | Maurice | 0,01633 % | 1,08 - 1,46 | 1,27 | |
| | Namibie | 0,01188 % | 1,08 - 1,46 | 1,27 | |
| | Niger | 0,00297 % | 1,16 - 1,57 | 1,36 | 3 |
| | Nigéria | 0,11580 % | 2,33 - 3,16 | 2,75 | 5 |
| | Ouganda | 0,00891 % | 1,29 - 1,75 | 1,52 | 2 |
| | République centrafricaine | 0,00148 % | 1,08 - 1,46 | 1,27 | |
| | République démocratique du Congo | 0,00445 % | 1,52 - 2,06 | 1,79 | 2 |
| | République-Unie de Tanzanie | 0,01188 % | 1,38 - 1,86 | 1,62 | 2 |
| | Sénégal | 0,00891 % | 1,15 - 1,55 | 1,35 | 3 |
| | Seychelles | 0,00297 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| | Sierra Leone | 0,00148 % | 1,09 - 1,47 | 1,28 | 3 |
| | Tchad | 0,00297 % | 1,13 - 1,53 | 1,33 | |
| | Zambie | 0,00594 % | 1,15 - 1,55 | 1,35 | |
| | Asie | Afghanistan | 0,00594 % | 1,26 - 1,70 | 1,48 |
| Bangladesh | | 0,01485 % | 2,21 - 2,99 | 2,60 | |
| Cambodge | | 0,00445 % | 1,16 - 1,56 | 1,36 | |
| Chypre | | 0,06829 % | 1,16 - 1,57 | 1,37 | 1 |
| Fidji | | 0,00594 % | 1,06 - 1,43 | 1,25 | |
| Japon | | 18,60237 % | 32,37 - 43,79 | 38,08 | 4 |
| Jordanie | | 0,02078 % | 1,12 - 1,52 | 1,32 | 1 |
| Îles Cook | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Îles Marshall | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Mongolie | | 0,00297 % | 1,07 - 1,44 | 1,26 | 1 |
| Nauru | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| République de Corée | | 3,35526 % | 6,87 - 9,30 | 8,08 | 2 |
| Samoa | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Tadjikistan | | 0,00297 % | 1,10 - 1,49 | 1,29 | |
| Timor-Leste | | 0,00148 % | 1,05 - 1,43 | 1,24 | |

* Postes permanents, à l'exclusion des fonctionnaires élus et du personnel linguistique. 35 autres administrateurs sont ressortissants d'États non parties.

| <i>Région</i> | <i>Pays</i> | <i>Quote-part 2011</i> | <i>Fourchette souhaitable</i> | <i>Point médiannfonctionnaires*</i> | <i>Nb de</i> |
|---|--|----------------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| Europe orientale | Albanie | 0,01485 % | 1,09 - 1,47 | 1,28 | 1 |
| | Bosnie-Herzégovine | 0,02078 % | 1,10 - 1,49 | 1,30 | 1 |
| | Bulgarie | 0,05642 % | 1,19 - 1,61 | 1,40 | 1 |
| | Croatie | 0,14401 % | 1,31 - 1,77 | 1,54 | 5 |
| | Estonie | 0,05939 % | 1,15 - 1,56 | 1,35 | |
| | ex-République yougoslave de Macédoine | 0,01039 % | 1,08 - 1,45 | 1,26 | 1 |
| | Géorgie | 0,00891 % | 1,09 - 1,47 | 1,28 | 1 |
| | Hongrie | 0,43203 % | 1,82 - 2,46 | 2,14 | |
| | Lettonie | 0,05642 % | 1,15 - 1,56 | 1,36 | |
| | Lituanie | 0,09650 % | 1,22 - 1,66 | 1,44 | |
| | Moldavie | 0,00297 % | 1,07 - 1,45 | 1,26 | |
| | Monténégro | 0,00594 % | 1,06 - 1,43 | 1,24 | |
| | Pologne | 1,22927 % | 3,32 - 4,49 | 3,91 | 1 |
| | République tchèque | 0,51813 % | 1,96 - 2,66 | 2,31 | |
| | Roumanie | 0,26278 % | 1,62 - 2,19 | 1,91 | 6 |
| | Serbie | 0,05493 % | 1,20 - 1,63 | 1,41 | 4 |
| | Slovaquie | 0,21082 % | 1,43 - 1,93 | 1,68 | |
| | Slovénie | 0,15292 % | 1,31 - 1,77 | 1,54 | |
| | Amérique latine et Caraïbes | Antigua et Barbuda | 0,00297 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 |
| Argentine | | 0,42609 % | 2,02 - 2,74 | 2,38 | 4 |
| Barbade | | 0,01188 % | 1,07 - 1,44 | 1,25 | |
| Belize | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Bolivie (État plurinational de) | | 0,01039 % | 1,13 - 1,53 | 1,33 | |
| Brésil | | 2,39173 % | 6,32 - 8,55 | 7,43 | 2 |
| Chili | | 0,35037 % | 1,74 - 2,35 | 2,04 | 1 |
| Colombie | | 0,21379 % | 1,72 - 2,32 | 2,02 | 5 |
| Costa Rica | | 0,05048 % | 1,16 - 1,57 | 1,36 | 1 |
| Dominique | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Équateur | | 0,05939 % | 1,24 - 1,67 | 1,46 | 2 |
| Guyane | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,24 | |
| Honduras | | 0,01188 % | 1,12 - 1,51 | 1,31 | |
| Mexique | | 3,49778 % | 7,54 - 10,20 | 8,87 | 2 |
| Panama | | 0,03266 % | 1,12 - 1,52 | 1,32 | |
| Paraguay | | 0,01039 % | 1,11 - 1,50 | 1,30 | |
| Pérou | | 0,13362 % | 1,47 - 1,99 | 1,73 | 3 |
| République dominicaine | | 0,06235 % | 1,22 - 1,65 | 1,43 | |
| Saint-Kitts-Et-Nevis | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Sainte Lucie | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Saint-Vincent-et-les-Grenadines | | 0,00148 % | 1,05 - 1,42 | 1,23 | |
| Suriname | | 0,00445 % | 1,05 - 1,43 | 1,24 | |
| Trinidad-et-Tobago | 0,06532 % | 1,16 - 1,57 | 1,36 | 4 | |
| Uruguay | 0,04008 % | 1,13 - 1,53 | 1,33 | | |
| Venezuela (République bolivarienne du) | 0,46617 % | 2,01 - 2,72 | 2,36 | 2 | |

| <i>Région</i> | <i>Pays</i> | <i>Quote-part 2011</i> | <i>Fourchette souhaitable</i> | <i>Point médiannfonctionnaires*</i> | <i>Nb de</i> |
|---|------------------|----------------------------|-----------------------------------|---|--------------|
| Europe occidentale et autres États | | | | | |
| | Allemagne | 11,90374 % | 21,09 - 28,54 | 24,81 | 16 |
| | Andorre | 0,01039 % | 1,06 - 1,44 | 1,25 | |
| | Australie | 2,86978 % | 5,89 - 7,97 | 6,93 | 16 |
| | Autriche | 1,26342 % | 3,17 - 4,29 | 3,73 | 3 |
| | Belgique | 1,59597 % | 3,73 - 5,05 | 4,39 | 11 |
| | Canada | 4,76120 % | 9,07 - 12,27 | 10,67 | 14 |
| | Danemark | 1,09269 % | 2,87 - 3,88 | 3,38 | 1 |
| | Espagne | 4,71666 % | 9,08 - 12,28 | 10,68 | 8 |
| | Finlande | 0,84030 % | 2,46 - 3,32 | 2,89 | 3 |
| | France | 9,09037 % | 16,37 - 22,15 | 19,26 | 45 |
| | Grèce | 1,02588 % | 2,80 - 3,79 | 3,29 | 2 |
| | Islande | 0,06235 % | 1,15 - 1,55 | 1,35 | |
| | Irlande | 0,73934 % | 2,29 - 3,09 | 2,69 | 4 |
| | Italie | 7,42165 % | 13,61 - 18,41 | 16,01 | 10 |
| | Liechtenstein | 0,01336 % | 1,07 - 1,44 | 1,25 | |
| | Luxembourg | 0,13362 % | 1,27 - 1,71 | 1,49 | |
| | Malte | 0,02524 % | 1,09 - 1,47 | 1,28 | |
| | Nouvelle Zélande | 0,40530 % | 1,74 - 2,35 | 2,04 | 4 |
| | Norvège | 1,29311 % | 3,19 - 4,32 | 3,76 | |
| | Pays-Bas | 2,75398 % | 5,67 - 7,67 | 6,67 | 17 |
| | Portugal | 0,75864 % | 2,36 - 3,19 | 2,78 | 3 |
| | Royaume-Uni | 9,80447 % | 17,52 - 23,70 | 20,61 | 26 |
| | Saint-Marin | 0,00445 % | 1,05 - 1,42 | 1,24 | |
| | Suède | 1,57964 % | 3,69 - 5,00 | 4,34 | 1 |
| | Suisse | 1,67763 % | 3,84 - 5,20 | 4,52 | 1 |
| Total | | 100,00 % | | 350,00 | 283 |

Tableau 4 : Répartition par sexe du personnel de la catégorie des administrateurs*
État au 31 mars 2011

Branche judiciaire

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| P-5 | 1 | 1 | 2 |
| P-4 | 1 | 2 | 3 |
| P-3 | 11 | 9 | 20 |
| P-2 | 5 | 0 | 5 |

Bureau du Procureur

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| USG | | 1 | 1 |
| ASG | 1 | | 1 |
| D-1 | 0 | 2 | 2 |
| P-5 | 3 | 8 | 11 |
| P-4 | 10 | 15 | 25 |
| P-3 | 15 | 27 | 42 |
| P-2 | 25 | 17 | 42 |
| P-1 | 11 | 6 | 17 |

Greffes

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| ASG | 1 | | 1 |
| D-1 | 1 | 3 | 4 |
| P-5 | 7 | 9 | 16 |
| P-4 | 18 | 16 | 34 |
| P-3 | 23 | 37 | 60 |
| P-2 | 31 | 25 | 56 |
| P-1 | 5 | 3 | 8 |

Secrétariat de l'Assemblée des États Parties

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| D-1 | | 1 | 1 |
| P-4 | 1 | 1 | 2 |

Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| D-1 | | 1 | 1 |
| P-5 | 1 | | 1 |
| P-3 | 1 | 1 | 2 |

Bureau chargé du projet de locaux permanents

| <i>Classe</i> | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total</i> |
|---------------|----------|----------|--------------|
| P-4 | 1 | | 1 |

Total général

| | <i>F</i> | <i>H</i> | <i>Total général</i> |
|--|------------|------------|----------------------|
| | 173 | 185 | 358 |

* Y compris les agents élus et le personnel linguistique.

Tableau 5 : Effectifs réels

Au 31 mars 2011, les effectifs réels de la Cour étaient les suivants :

| <i>Effectifs</i> | |
|---|--------------|
| Postes permanents | 702 |
| Postes approuvés au titre du personnel temporaire | 193 |
| Stagiaires | 86 |
| Professionnels invités | 7 |
| Consultants | 49 |
| Agents élus / Juges | 23 |
| Total | 1.060 |

Tableau 6 : Effectifs prévus

Sur la base du budget approuvé pour 2011, et du nombre moyen de stagiaires, de professionnels invités et de consultants des années précédentes, les effectifs de la Cour à la fin de 2011 seraient les suivants :

| <i>Effectifs</i> | |
|---|--------------|
| Postes permanents | 761 |
| Postes approuvés au titre du personnel temporaire | 184 |
| Stagiaires* | 90 |
| Professionnels invités | 12 |
| Consultants | 50 |
| Agents élus / Juges | 23 |
| Total | 1.120 |

* Le nombre de stagiaires est variable. Sont inclus les stages financés par l'Union européenne de même que les stages non rémunérés.

Tableau 7 : Postes vacants – postes permanents
État au 31 mars 2011

| <i>Grand programme</i> | <i>Programme</i> | <i>Sous-programme</i> | <i>Classe du poste</i> | <i>Titre du poste</i> | <i>Total</i> | <i>Commentaires*</i> |
|---|---|--|----------------------------|--|---|---|
| GP I | Présidence | Présidence | P-5 | Chef de Cabinet | 1 | Poste vacant suite à une démission. |
| GP II | Division des enquêtes | Section de la planification et des opérations | P-3 | Fonctionnaire chargé des opérations hors siège | 1 | Sous réserve de rationalisation, à pourvoir en 2011. |
| | | | GS-OL | Coordinateur des opérations hors siège | 1 | Sous réserve de rationalisation, à pourvoir en 2011. |
| | | | GS-OL | Assistant chargé des opérations hors siège | 1 | Sous réserve de rationalisation, à pourvoir en 2011. |
| | Division des poursuites | Division des poursuites | P-5 | Premier substitut du Procureur | 1 | Démission confirmée à compter du 1 ^{er} avril 2011. |
| GP III | Cabinet du Greffier | Cabinet du Greffier | P-3 | Administrateur du Conseil du personnel | 1 | Poste créé en 2010, n'est pas vacant en tant que tel mais doit être financé. |
| | | | P-4 | Conseiller juridique | 1 | Poste vacant suite à un changement interne. |
| | | | P-2 | Fonctionnaire chargé de la sécurité sur le terrain | 1 | Poste à redéployer au siège, en attente d'approbation. |
| | | | GS-OL | Lieutenant (Hors siège) ¹ | 1 | Avis de vacance publié à compter du 30 mars 2011. |
| | | | P-4 | Chef, Unité chargée de l'aide judiciaire | 1 | Poste vacant suite à un changement interne ; avis de vacance à publier avec nouvelle définition du poste. |
| | Direction des services administratifs communs | Division des services généraux | GS-PL | Fonctionnaire chargé des voyages | 1 | Poste vacant suite à un changement interne. |
| | | | GS-OL | Chauffeur/Responsable de la logistique | 1 | Poste vacant suite à un changement interne. |
| | Direction du service de la Cour | Cabinet du Directeur, Division des services généraux | P-2 | Juriste adjoint de 2 ^e classe | 1 | Poste vacant suite à un changement interne. |
| | | | G-7 | Assistant audiovisuel | 1 | Poste vacant suite à un changement interne. |
| | | | P-4 | Fonctionnaire principal chargé de la détention | 1 | Démission confirmée à compter du 7 octobre 2011. |
| Section de l'information et de la documentation | Unité des affaires publiques | P-2 | Responsable du contenu Web | 1 | Poste vacant suite à une démission ; avis de vacance à publier avec nouvelle définition du poste. | |
| GP IV | Secrétariat de l'Assemblée des États Parties | Secrétariat de l'Assemblée des États Parties | P-2 | Assistant spécial auprès du Directeur | 1 | Poste P-4 décommandé et poste P-2 demandé et approuvé en remplacement. |
| | | | GS-OL | Assistant administratif | 1 | Poste vacant suite à une démission. |
| Total général | | | | | 18 (17)¹ | |

Le recrutement est en cours ou des avis de vacance ont été publiés pour 41 postes.

Le recrutement n'a pas commencé pour un poste ASG relevant du GP II.

* État du recrutement au 1^{er} avril 2011.

¹ Un avis de vacance a été publié pour un poste au 31 mars 2011.

Tableau 8 : Engagement du personnel : postes approuvés par rapport aux postes pourvus*
État au 31 mars 2011

| | <i>Postes approuvés</i> [2] | <i>Postes pourvus</i> [3] | <i>Postes dont le recrutement est en cours</i> [4] | <i>Avis de vacance publié ; n'a pas encore commencé</i> [5] | <i>Poste de vacance n'a pas été publié</i> [6] | <i>% de postes permanents vacants</i> [(2-3)/2]x100 | <i>Taux de vacance (%) des postes permanents</i> [(AVG(3)-2)/2]x100 |
|--|--------------------------------|------------------------------|---|--|---|--|--|
| Branche judiciaire | | | | | | | |
| Grand Programme I | 48 | 45 | 2 | 0 | 1 | 6,25 % | 4,17 % |
| Bureau du Procureur | | | | | | | |
| Grand Programme II | 215 | 200 | 10 | 1 | 4 | 6,98 % | 6,05 % |
| Greffe | | | | | | | |
| Grand Programme III | 477 | 443 | 21 | 2 | 11 | 7,13 % | 7,34 % |
| Secrétariat de l'Assemblée des États Parties | | | | | | | |
| Grand Programme IV | 9 | 6 | 1 | 0 | 2 | 33,33 % | 33,33 % |
| Secrétariat du Fonds d'affectation spéciale au profit des victimes | | | | | | | |
| Grand Programme VI | 7 | 6 | 1 | 0 | 0 | 14,29 % | 14,29 % |
| Bureau chargé du projet de locaux permanents | | | | | | | |
| Grand Programme VII-1 | 3 | 2 | 1 | 0 | 0 | 33,33 % | 33,33 % |
| Mécanisme de contrôle indépendant | | | | | | | |
| Grand Programme VII-5 | 2 | 0 | 2 | 0 | 0 | 100,00 % | 100,00 % |
| Total CPI | 761 | 702 | 38 | 3 | 18 | 7,75 % | 7,62 % |
| Objectif de recrutement | 59 | | | | | | |
| En cours de recrutement | 38 | | | | | | |
| Pourcentage de l'objectif | 64,4 % | | | | | | |

* À l'exclusion des agents élus.

Annexe III

Liste des documents

| | |
|----------------------|--|
| CBF/16/1 | Ordre du jour provisoire |
| CBF/16/1/Add.1 | Liste annotée des questions inscrites à l'ordre du jour provisoire |
| CBF/16/1/Add.1/Rev.1 | Liste annotée des questions inscrites à l'ordre du jour provisoire |
| CBF/16/2 | Rapport de la Cour sur la passation des marchés |
| CBF/16/3 | Rapport de la Cour sur la mise en œuvre des normes comptables internationales pour le secteur public (IPSAS) |
| CBF/16/4 | Rapport de la Cour concernant l'opportunité de fixer des seuils absolus pour la détermination de l'indigence |
| CBF/16/5 | Rapport de la Cour sur le remplacement du matériel |
| CBF/16/6 | Rapport de la Cour relatif à la mise en œuvre et au fonctionnement des mécanismes de gouvernance |
| CBF/16/7 | Rapport sur les éléments pertinents du calcul des dépenses communes des juges de la Cour pénale internationale |
| CBF/16/8 | Rapport de la Cour sur la gestion des ressources humaines |
| CBF/16/9 | Rapport sur l'exécution des programmes de la Cour pénale internationale pour l'année 2010 |
| CBF/16/10 | Rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle |
| CBF/16/10/Add.1 | Rapport intérimaire sur les activités du Comité de contrôle - Additif |
| CBF/16/11 | Rapport de la Cour sur la question de l'applicabilité de l'ancien régime des pensions des juges aux juges Cotte et Nsereko |
| CBF/16/12 | Premier rapport de faisabilité de la Cour relativement à une approche par budget en base zéro |
| CBF/16/13 | Rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2011 |
| CBF/16/13/Corr.1 | Rapport sur l'exécution du budget de la Cour pénale internationale au 31 mars 2011 - Rectificatif |
| CBF/16/14 | Rapport de la Cour sur les besoins en personnel, « squelette » de la Cour compris |
| CBF/16/15 | Cinquième rapport sur les progrès de la Cour en matière de gains d'efficience |
